



« J'AI VU MA VILLE MOURIR »

**CONFLITS URBAINS EN IRAK, EN SYRIE ET AU YÉMEN
TÉMOIGNAGES DES LIGNES DE FRONT**



**RAPPORT SPÉCIAL DU COMITÉ INTERNATIONAL
DE LA CROIX-ROUGE (CICR) SUR LE COÛT HUMAIN
CATASTROPHIQUE DE LA GUERRE URBAINE MODERNE
DANS TROIS PAYS DU MOYEN-ORIENT.**





*J'ai vu ma ville mourir; j'ai vu périr
les miens; j'ai senti que je sombrais.
Je ne sais pas si j'irai bien un jour,
mais c'est ce que je veux.*

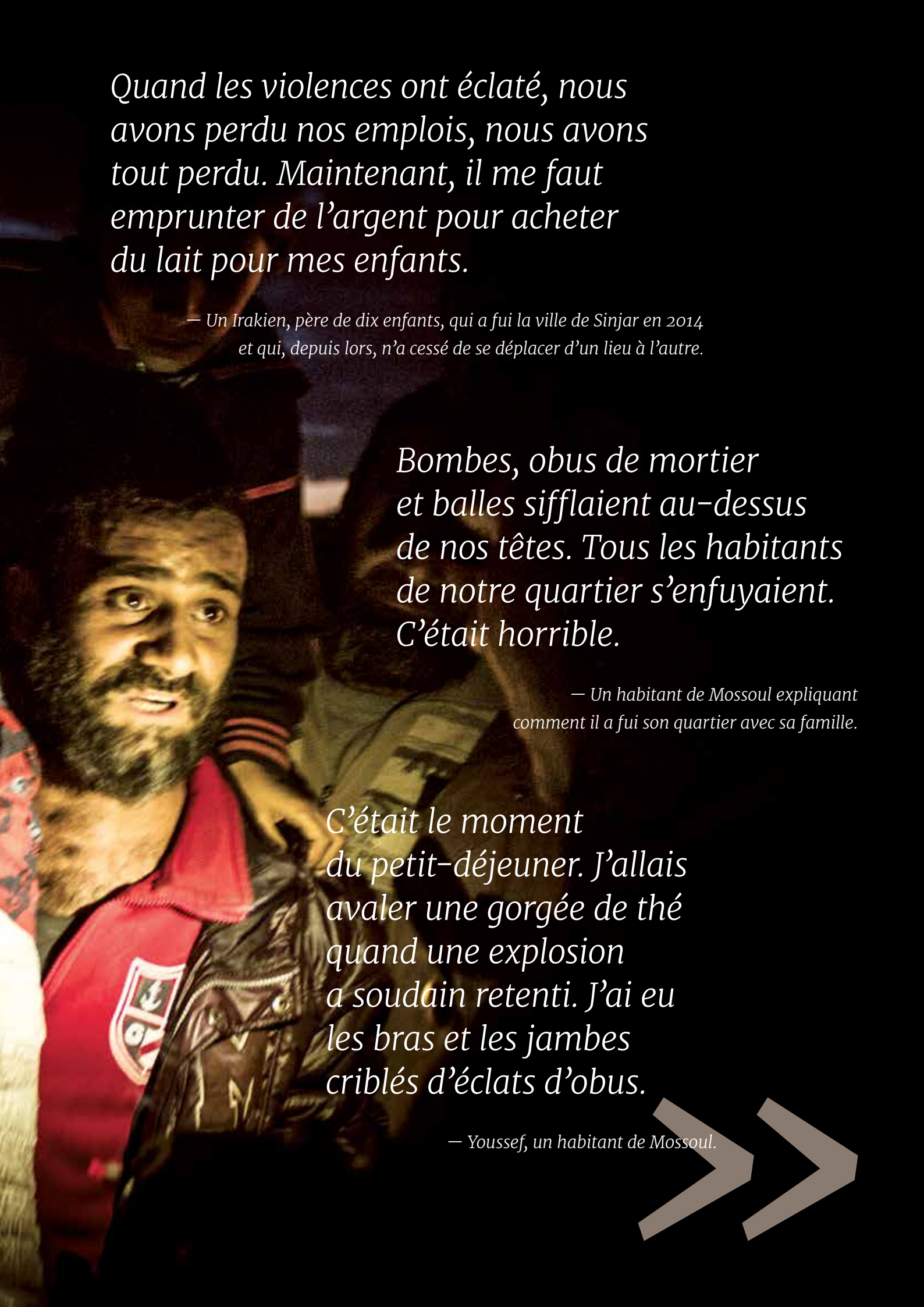
— Sami, 27 ans, qui a fui Alep pour gagner Damas, puis Beyrouth.

*Un commandant m'a raconté que
les combats sont parfois si rapprochés
qu'il peut lui-même être dans la cuisine
d'un appartement et échanger des coups
de feu avec un adversaire qui se trouve
dans le salon alors que, à l'étage,
il y a des civils, des familles.*

— Joshua Baker, producteur/réalisateur de *Battle for Mosul*,
un documentaire produit par PBS et The Guardian.

*Les gens mangent ce qu'ils trouvent
dans les ordures, faute de moyens de
se procurer de la nourriture. Nous avons
vu des femmes faire bouillir des feuilles
d'arbre, juste pour pouvoir donner un
peu de soupe chaude à leurs enfants.*

— Nancy Hamad, cheffe de la sous-délégation du CICR à Taïz, au Yémen.



Quand les violences ont éclaté, nous
avons perdu nos emplois, nous avons
tout perdu. Maintenant, il me faut
emprunter de l'argent pour acheter
du lait pour mes enfants.

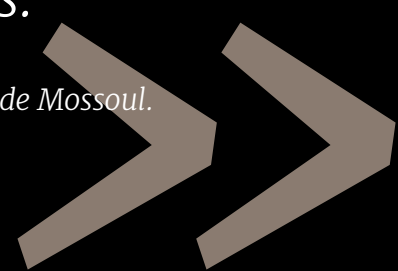
— Un Irakien, père de dix enfants, qui a fui la ville de Sinjar en 2014
et qui, depuis lors, n'a cessé de se déplacer d'un lieu à l'autre.

Bombes, obus de mortier
et balles sifflaient au-dessus
de nos têtes. Tous les habitants
de notre quartier s'enfuyaient.
C'était horrible.

— Un habitant de Mossoul expliquant
comment il a fui son quartier avec sa famille.

C'était le moment
du petit-déjeuner. J'allais
avaler une gorgée de thé
quand une explosion
a soudain retenti. J'ai eu
les bras et les jambes
criblés d'éclats d'obus.

— Youssef, un habitant de Mossoul.



PRÉFACE

La guerre est de retour dans les villes. Comme ce nouveau rapport du CICR le montre avec force, nous assistons à un changement profond dans l'histoire des conflits armés. Villes et cités plongent dans la violence de longues années durant, selon les schémas déjà bien établis de la guerre urbaine. Forces gouvernementales et groupes armés non étatiques se battent rue par rue, alors que bombardements aériens, tirs d'artillerie, armes « intelligentes », assauts de l'infanterie, attentats-suicide, voitures piégées et engins explosifs improvisés (EEI) conjuguent leurs effets. Les civils sont au milieu de tout cela.

Depuis l'antiquité, les villes ont été prises d'assaut et mises à sac, plongeant leurs habitants dans une terreur mortelle. Lorsque, dans le passé, le commandant de la force en situation de défense refusait les conditions de sa reddition, c'est la population civile qui en payait le prix : viols, meurtres, mutilations, pillage et esclavage. Beaucoup d'habitants préféraient le suicide.

Toutefois, durant la majeure partie du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, sièges et combats au cœur des villes semblaient appartenir à une époque révolue. Les généraux préféraient nettement pratiquer « l'art de la guerre » à découvert. Ils redoutaient la désertion, le manque de discipline et les beuveries au cas où leurs hommes auraient à combattre dans des villes. La tactique et la formation militaires – quasiment aucune initiative n'était laissée aux grades inférieurs – étaient telles que les armées étaient bien mal préparées à la guerre urbaine.

Au début du XIX^e siècle, la plupart des conscrits étaient issus des campagnes et peu d'entre eux s'étaient rendus dans une grande ville. Puis, les migrations internes des dernières décennies du XIX^e siècle ont provoqué la rapide croissance démographique des métropoles européennes. En 1914, ces villes ont ainsi fourni en grand nombre des conscrits voués à la mort, ces « soldats jetables » selon l'expression d'un universitaire américain, Edward Luttwak. Il est cependant intéressant de noter que les combats urbains ont été encore rares pendant la Première Guerre mondiale. Le « viol de Nankin », en 1937, bataille marquée par des scènes d'une cruauté indicible, constitue le premier exemple important dans l'histoire moderne : l'armée impériale japonaise a recouru d'instinct à une politique de terreur pour compenser sa faiblesse numérique relative, mais la résistance chinoise n'a pas cédé.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, en 1939 et 1940, des villes comme Varsovie et Rotterdam ont été bombardées, souvent de manière sauvage. Toutefois, sur le théâtre ouest-européen, des villes ont été proclamées ouvertes et abandonnées à l'ennemi. Par contre, le 11 juin 1940, au Château du Muguet, Winston Churchill a demandé instamment à l'État-Major général français de défendre Paris en combattant de maison en maison. Cette idée a été repoussée avec force par le général Weygand et le maréchal Pétain (ce dernier, ambassadeur de France en Espagne à la fin de la guerre civile, savait ce que pouvaient impliquer les combats de rue révolutionnaires).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, après la célèbre *Blitzkrieg* de l'armée allemande, la guerre de mouvement a fini par s'enliser dans des combats menés au cœur des villes – Sébastopol, Voronej, puis Stalingrad – alors qu'Hitler aurait voulu garder ses armées hors des cités. Les combats ont été impitoyables à Stalingrad, où l'Armée rouge a « renversé la marée » de la guerre. Parmi les quelque 10 000 civils ayant survécu envers et contre tout aux combats dans les ruines, il y avait un millier d'orphelins : immédiatement après la fin de la bataille, un secouriste a décrit ces enfants comme étant soit complètement sauvages, soit en état catatonique.

Quand le cours de la guerre s'est inversé à son désavantage, Hitler a refusé d'abandonner les villes pour des raisons de prestige. Alors que l'Armée rouge et ses Alliés occidentaux se rapprochaient des frontières du Reich, le Führer a donné l'ordre à toutes les villes – et plus particulièrement à Königsberg, Breslau et Berlin – de se muer en forteresses. Le sort des civils piégés dans ces villes, prises d'assaut l'une après l'autre, évoque les pages les plus sombres de l'histoire médiévale.

La bataille de Berlin a été le dernier grand combat urbain ayant eu lieu en Europe entre d'importants contingents d'appelés. Au terme d'une longue guerre, les Allemands et les Japonais ont été complètement écrasés en 1945. Leurs villes ont été saccagées à une échelle inimaginable jusque-là par les bombardements aériens et les forces terrestres des Alliés. Les civils comme les soldats ont été réduits à l'état de zombies par plusieurs années d'épuisement, de faim et de ce que l'on nomme le « stress de combat ». Selon les estimations de l'époque, quelque 12 millions d'enfants non accompagnés erraient en Europe, tout comme un nombre bien plus important encore de personnes déplacées. À travers l'Europe, l'Asie et l'Union soviétique, des millions d'habitants des villes ont fait l'expérience de la perte de leur foyer, de la faim, de la pauvreté, de la maladie, du deuil et de la séparation des familles.

Aujourd'hui, les civils qui vivent dans les villes se trouvent à nouveau plongés dans les affres de la guerre : ils sont pris sous le feu des combattants, blessés, affamés, appauvris, retenus en otages, utilisés comme boucliers humains et, souvent, empêchés de fuir. Les services urbains essentiels, tels que l'approvisionnement en eau et en électricité, les soins de santé et l'éducation, sont endommagés, dégradés et font même parfois l'objet d'attaques délibérées. Une ancienne stratégie – le siège des villes – est réapparue. Aux tunnels, pièges et tireurs embusqués répondent les drones et la cyberguerre, dans cette nouvelle forme de conflits urbains prolongés qui semble devoir constituer à l'avenir la « nouvelle normalité ».

L'issue de ces nouvelles guerres urbaines risque de rester indécise pendant des années, à une époque où, pour se mettre à couvert, les groupes armés se cachent dans les villes et non plus dans la jungle, et où la guerre de guérilla devient profondément urbaine. La victoire échappe à chacun des camps et désormais, les conflits urbains font chroniquement partie de la vie de millions de personnes.

Nous sommes parvenus à un autre moment charnière de l'histoire de la guerre, comme l'illustrent si bien les témoignages des civils figurant dans le présent rapport. Les combats en cours en Irak, en Syrie, au Yémen et en Libye sont emblématiques de ce tournant historique : les principales batailles de demain ne se mèneront pas en terrain découvert, mais dans les villes et les cités.

— Sir Antony Beevor

*Historien militaire, auteur de « Stalingrad »
et de « La Chute de Berlin »*

TABLE DES MATIÈRES

1	2	3
SAUVER NOS VILLES : UN APPEL URGENT	DIX RECOMMANDATIONS	« MON FILS EST MORT ÉTOUFFÉ SOUS LES DÉCOMBRES »
Une introduction aux conflits urbains modernes en Irak, en Syrie et au Yémen, par Robert Mardini, directeur régional du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient.	appelant à une action urgente pour prévenir et alléger les souffrances humaines causées par la guerre en zone urbaine.	L'histoire d'Alep, deuxième ville de Syrie.
Page 11	Pages 18-19	Page 20
		Témoignage de Yasser « L'immeuble s'est effondré. Il n'avait aucune chance. »
		Page 21



4

**« SOUVENIRS D'UNE VILLE
AUTREFOIS PLEINE DE VIE »**

L'histoire de Taïz, ancienne capitale culturelle du Yémen.

Page 26

Témoignage de Hanan

« Ce jour-là, ma vie s'est arrêtée. »

Page 29

7

**« J'AI SENTI QUE
JE SOMBRAIS »**

Au-delà des blessures physiques, les conflits urbains prolongés peuvent laisser des cicatrices psychologiques bien réelles et durables.

Page 60

5

**« OÙ QUE VOUS REGARDIEZ,
QUELQU'UN ÉTAIT LÀ,
ESSAYANT DE VOUS TUER »**

L'histoire de Mossoul, deuxième métropole d'Irak.

Page 30

Témoignage de Mohammed

« Les gens nous ont accueillis malgré leur propre situation difficile. »

Page 36

8

**« JE N'OUBLIERAI JAMAIS,
MAIS J'ESSAIERAI DE
PARDONNER »**

La guerre civile du Liban, qui s'est essentiellement déroulée dans des villes, offre de nombreux enseignements sur le coût des conflits qui frappent des zones urbaines dont la population est dense et extrêmement diverse. Une leçon-clé : il faut reconstruire bien plus que les bâtiments pour redonner vie aux communautés urbaines.

Page 64

**« Pourquoi ne serais-je pas
allé me battre pour protéger
ma famille ? »**

Un ancien combattant parle de son expérience de la guerre et de la réconciliation.

Page 71

6

**LES EFFETS CUMULÉS
DE LA GUERRE URBAINE**

**« Vivre dans les sous-sols
des villes »**

Coupés du monde extérieur et cramponnés à la vie.

Page 40

Le récit d'Ammar et de Ranim

S'échapper d'une ville en guerre, puis y revenir.

Page 44

**« Si nous étions restés, nous
ne serions plus en vie »**

Fuir vers, dans ou hors des villes en guerre. L'histoire oubliée des déplacés internes vivant en zones urbaines.

Page 46

**« Notre objectif : préserver
la neutralité de l'eau »**

La guerre dans les villes et leur périphérie perturbe les services indispensables à la survie des habitants.

Page 50

Ondes de choc

Les effets dévastateurs des armes explosives en zones urbaines.

Page 54

Armes chimiques

Malgré l'interdiction absolue du recours à ces armes, les allégations d'emploi d'armes chimiques restent bien trop fréquentes.

Page 56

Un héritage meurtrier

Les munitions non explosées continuent de tuer même après la fin des combats.

Page 58



Deux enfants jouent dans une épave de voiture criblée de balles à Taïz, au Yémen. Décembre 2016.

INTRODUCTION

SAUVER NOS VILLES : UN APPEL URGENT

par Robert Mardini, directeur régional du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient

La mère d'un jeune enfant perd son mari, tombé sous les balles d'un sniper alors qu'il était allé chercher de la nourriture pour sa famille.

Un père de quatre enfants voit mourir sa femme et son bébé quand une roquette explose dans la cour de leur maison.

Un commandant explique comment ses hommes ont dû combattre de maison en maison, avec des familles cachées à l'intérieur.

Ce ne sont là que quelques témoignages parmi d'autres pouvant illustrer la guerre urbaine d'aujourd'hui ; ils constituent le cœur de ce rapport spécial du CICR qui examine – du point de vue de ceux qui les subissent – les effets cumulatifs et à long terme des conflits qui se déroulent dans les villes du Moyen-Orient.

Les conditions d'une âpreté extraordinaire dans lesquelles vivent des gens ordinaires – une assistante dentaire, un moniteur de sports, un menuisier, un étudiant ayant rejoint les rangs des combattants, et d'autres personnes encore – nous aident à comprendre l'un des plus grands défis de notre époque, à savoir l'urbanisation des conflits armés. Les récits recueillis sur les lignes de front viennent rejoindre les témoignages des officiers militaires, ingénieurs hydrauliciens, agents humanitaires, délégués du CICR, politologues et historiens. Peut-être vont-ils nous aider à mieux prendre conscience des horreurs que la guerre urbaine inflige jour après jour à la population.

Toutes ces villes que nous voyons aux actualités – Alep, Homs, Mossoul, Falloudjah, Ramadi ou Taïz – ont d'importantes histoires à raconter. En Syrie, pendant plus de mille ans, la ville d'Alep a été un haut lieu du savoir, de la musique et du commerce ; c'était aussi, avant la guerre, le lieu où battait le cœur de l'économie du pays. Aujourd'hui, son centre historique est largement détruit, sa population a été décimée et la vie intellectuelle, culturelle et économique y a volé en éclats. Le titre de ce rapport – « J'ai vu mourir ma ville » – reprend les mots utilisés par un jeune musicien pour décrire la transformation de sa ville bien aimée. Il avait fui Alep à cause des bombardements incessants et parce qu'il était régulièrement arrêté et molesté par des combattants de tous les camps.

En Irak, la ville de Mossoul était autrefois connue pour sa tolérance et la coexistence de diverses religions et cultures. Dans le sud-ouest du Yémen, Taïz était le centre de l'industrie, de la production de café et de l'enseignement avant de subir 15 mois de siège¹. Les habitants de ces villes ont vu – et, parfois, voient encore – leur vie bouleversée par les combats qui se déroulent souvent dans les rues, devant leur lieu de vie ou de travail.

Les populations de bien d'autres villes du Moyen-Orient – en Irak, en Syrie et au Yémen – ont des témoignages similaires à nous apporter.



Fin 2015, à Ramadi, en Irak, 80% des bâtiments étaient détruits.

UN NOUVEAU NIVEAU DE SOUFFRANCES URBAINES

Entre 2010 et 2015, près de la moitié des pertes humaines causées par la guerre à travers le monde ont été enregistrées en Irak, en Syrie et au Yémen², pays où les combats se sont poursuivis sans relâche dans les villes et les cités. Certes, la guerre urbaine et son cortège de souffrances n'ont rien de nouveau, mais le type d'affrontements qui se déroulent aujourd'hui dans les villes n'est que trop courant et destructeur. Il engendre des douleurs et des peines profondes, qui sont de nature à perpétuer les cycles de violence. Les taux de pertes civiles sont particulièrement élevés : selon certaines estimations, 92% des personnes tuées ou blessées par des armes explosives employées en zones peuplées sont des civils, alors que les civils ne représentent que 34% des pertes lorsque ces armes sont employées dans d'autres zones³.

Pourquoi le coût humain est-il si élevé ? L'une des raisons fondamentales est le manque général de respect du droit international humanitaire (DIH), aussi appelé « droit des conflits armés ». Le DIH protège les personnes qui ne participent pas ou ne participent plus aux

hostilités et impose des restrictions aux méthodes et moyens de guerre. Ses règles visent essentiellement à limiter les effets des conflits armés et à préserver une part d'humanité en temps de guerre. Les violations sont cependant fréquentes. Des civils et des infrastructures civiles – hôpitaux et écoles, notamment – sont pris pour cibles. Des citoyens ordinaires sont pris au piège dans des villes assiégées. Les opérations militaires ne sont pas conduites en veillant constamment à épargner la population civile. Les conséquences sont catastrophiques.

Une autre raison réside dans le choix des armes et dans la manière dont elles sont employées dans les zones densément peuplées. Certes, le largage de tapis de bombes qui a marqué certains conflits du siècle dernier est moins fréquent au XXI^e siècle, mais les bombardements aériens et les tirs d'artillerie lourde dirigés contre des zones civiles figurent toujours parmi les traits caractéristiques de la guerre moderne.

De plus, pour de nombreuses raisons, il n'est pas trouvé de solutions politiques aux conflits urbains modernes : pendant de nombreuses années, les populations sont donc victimes de

flambées sporadiques d'une violence profondément enracinée.

Les conflits urbains aujourd'hui en cours au Moyen-Orient sont également caractérisés par le nombre de différents groupes et forces armés qui sont impliqués, ainsi que par l'appui que leur apporte toute une pléiade d'États. Tout cela complique les efforts visant à construire la paix et à secourir la population.

En même temps, une pratique ancienne de la guerre – le siège – est réapparue. Ne voulant pas risquer leur vie en combattant dans des zones densément peuplées, les forces et les groupes armés imposent maintenant des sièges. Les deux parties – celle qui est assiégée comme celle qui assiège – font courir des risques aux civils, mettant en péril leur vie, leur bien-être et leur dignité. Les civils souffrent d'un dénuement extrême; certains d'entre eux ont dû endurer des sièges plus longs que ceux de Leningrad ou de Sarajevo. Telle qu'elle est aujourd'hui employée au Moyen-Orient, la pratique du siège est donc intolérable et souvent illicite.

Enfin, si le coût humain est si élevé, c'est parce que, souvent, les personnes blessées ou malades ne peuvent pas recevoir les soins dont elles auraient besoin. Les hôpitaux font l'objet d'attaques et, de plus, nombre d'entre eux n'ont à disposition ni le personnel, ni les médicaments, ni le matériel médical qui leur permettraient de travailler normalement, et a fortiori de répondre à un afflux de patients qui les submerge.

«Je peux encore voir mon petit-fils gisant sous les décombres. Nous avons réussi à le sortir. Il vivait encore, mais sans dispensaires ni hôpitaux aux alentours, il est mort une heure plus tard.»

Abdulrahman se tient devant les décombres de l'immeuble qui a enseveli quatre membres de sa famille, début décembre 2016. Abdulrahman s'occupait de 260 adultes âgés et vulnérables à Alep-Est quand les combats se sont intensifiés. Les lignes de front se sont refermées autour d'eux. Ses proches sont morts deux jours avant que le Croissant-Rouge arabe syrien et le CICR aient pu atteindre cette zone et évacuer les personnes âgées, les malades et d'autres civils.



EXODE URBAIN

Il n'est donc pas surprenant que des millions de personnes aient fui leur ville. Fin 2015, selon les estimations, il y avait dans le monde quelque 65 millions de personnes ayant dû fuir leur foyer à cause de conflits ou de persécutions⁴. La majorité des déracinés restent à l'intérieur des frontières de leur pays, là-même où le besoin d'aide humanitaire est le plus important. Selon de récentes estimations, les conflits en cours en Syrie, en Irak et au Yémen sont à l'origine de près d'un quart des déplacements⁵ (à elle seule, la guerre en Syrie est responsable d'un sixième des déplacements). Plus de six millions de Syriens sont des déplacés internes

et vivent auprès de membres de leur famille, dans des abris de fortune ou dans des communautés d'accueil, et plus de cinq millions ont quitté la Syrie⁶. De même, plus de 8% de Yéménites⁷ et d'Irakiens⁸ sont aujourd'hui déplacés à l'intérieur de leur propre pays.



Fuyant les combats qui font rage à Mossoul, ces femmes et ces enfants traversent un village kurde, Gogjali, sur le chemin d'al-Khazer, un camp pour déplacés. Novembre 2016.

L'IMPACT INVISIBLE

Les effets dévastateurs des attaques menées dans les environnements urbains figurent parmi les raisons pour lesquelles familles et individus n'ont souvent pas d'autre choix que de quitter leurs foyers et leurs villes. Si une conduite d'eau ou d'égout est endommagée par une bombe, ce sont des milliers de personnes qui risquent d'être privées d'accès à l'eau propre : cela entraîne alors des problèmes d'hygiène et accroît considérablement le risque de propagation de maladies infectieuses. De même, le bombardement d'un hôpital a des conséquences qui vont bien au-delà de la mort tragique de soignants et de patients, ou de la destruction de l'établissement ; le temps passant, des maladies et infections pourtant faciles à traiter risquent d'emporter des milliers de personnes qui n'ont pas pu être prises en charge par l'établissement de santé et son personnel.

Dans le même temps, à cause des combats de rue, des bombardements et des tirs qui se poursuivent sans interruption, de nuit comme de jour, la population vit dans un état permanent de peur, de choc et de deuil. Cela peut provoquer un stress traumatique ; il devient

alors extrêmement difficile pour chacun de rebâtir sa vie ou de conserver un emploi et, pour les communautés, de briser les cycles de violence.

Vient ensuite une tâche à long terme, celle de la reconstruction, rendue plus complexe non seulement par la destruction complète des infrastructures, mais aussi par la présence de millions d'obus non explosés et autres engins de mort qui se cachent dans les ruines et les décombres.

Peut-être les coûts les plus élevés de la guerre urbaine ne peuvent-ils pas être mesurés ? Des enfants privés d'éducation et dont l'enfance est volée. Des générations entières sans aucun espoir pour l'avenir. Des communautés fracturées par les épreuves traversées, la méfiance et la haine. Le départ du personnel qualifié. Tant de jeunes gens happés par la violence.

Ce sont-là les réalités des conflits armés en zones urbaines, et les raisons pour lesquelles tant de gens sont contraints de fuir.

Scène de destruction après des tirs contre l'hôpital national d'Alep. Janvier 2017.





Sanaa, Yémen. Blessé pendant les combats à Fajj Attan, ce jeune homme a subi de graves fractures faciales. Avril 2015.

«Il y a bien trop à perdre – et tant à gagner. Nous devons toutefois agir maintenant, avec détermination et humanité. Ainsi, le jeune musicien d'Alep pourra dire un jour “J’ai vu renaître ma ville”».

UN COÛT TROP ÉLEVÉ

Que nous apprennent les témoignages des personnes confrontées à la guerre urbaine ? Que son coût humain est bien trop élevé. Tous ceux qui se trouvent impliqués – politiquement ou militairement – dans ces conflits odieux, prolongés, doivent prendre en compte *tous* les coûts potentiels, à court et à long terme, et adopter immédiatement des mesures visant à éliminer ou réduire ces coûts.

En tout premier lieu, ils doivent redoubler d'efforts pour trouver des solutions politiques répondant à leurs revendications. Ensuite, chacun des camps en présence doit appréhender pleinement l'impact que les affrontements peuvent avoir sur la population qu'il espère gouverner un jour. Sinon, comment les belligérants pensent-ils pouvoir exercer leur contrôle, alors que la population aura tant perdu et enduré des souffrances si profondes ? (Et alors que les infrastructures et les services qui permettent à la population de rester en vie auront subi de graves dommages, ou ne seront plus que ruines.) Les vainqueurs seront-ils capables de maintenir la paix, s'il leur est reproché de n'avoir pas respecté le droit et d'avoir bafoué la plus élémentaire humanité de la population locale ?

Le soutien apporté de l'extérieur a contribué à l'émergence de myriades de groupes armés, exacerbant les effets des conflits, dont le règlement pacifique devient plus difficile encore. Les États qui fournissent une aide aux belligérants – qu'il s'agisse de forces gouvernementales ou de groupes armés non étatiques – doivent user de toute leur influence au profit des victimes des conflits armés. Ils ne doivent ni encourager ni faciliter les violations du DIH, et ils doivent

faire tout ce qui est raisonnablement en leur pouvoir pour que le DIH soit respecté.

Des enseignements doivent également être tirés du passé, et des mesures doivent rapidement être prises pour reconstruire les communautés urbaines – en veillant à ce que l'accès à l'éducation soit ininterrompu et à ce qu'une aide soit fournie aux déplacés – ainsi que pour s'engager résolument sur la voie de la réconciliation. Ce ne sont là que quelques-uns des appels à l'action – basés sur les déclarations des personnes interviewées par le CICR – qui figurent dans les recommandations du présent rapport. Voir pages 18-19.

Une action déterminée et concertée permettra aux villes et à leurs communautés de se relever et de se reconstruire. Les quartiers en ruines reviendront plus rapidement à la vie.

La ville de Taïz, par exemple, pourra être à nouveau célébrée pour son architecture si particulière et pour ses cafés si savoureux et si aromatiques, quand la puanteur des immondices qui encombrent ses rues aura disparu. Mossoul, théâtre d'intenses combats de rue, pourra s'affirmer à nouveau comme centre régional en matière d'enseignement, de médecine et de production pétrolière. Alep retrouvera sa réputation de ville gastronomique et culturelle, et l'on oubliera le fracas des bombes et les bâtiments en ruines.

Il y a bien trop à perdre – et tant à gagner. Nous devons agir maintenant, avec détermination et humanité. Ainsi, le jeune musicien d'Alep pourra dire un jour « J'ai vu renaître ma ville ».

RÉDUIRE LE COÛT

Il est impossible d'ignorer l'ampleur et la portée des conflits urbains en cours aujourd'hui. Il faut un engagement immédiat et à long terme de chacun et de tous – les belligérants et les États qui les soutiennent, la communauté internationale, les humanitaires, les donateurs et les citoyens du monde entier.

Dans tous les conflits armés, qu'ils se déroulent en zones urbaines ou ailleurs, le DIH régit le comportement des parties. Il oblige les belligérants à faire la distinction en tout temps entre les objectifs militaires, d'une part, et les civils et les biens civils, d'autre part. Il interdit d'employer des armes chimiques et de diriger des attaques contre les civils et les hôpitaux. Il exige que les parties assurent un traitement humain et digne aux personnes

détenues; il leur demande également de rechercher, de recueillir et d'évacuer les blessés et les malades, et de prendre en charge les restes humains de manière appropriée; il leur demande enfin, notamment, de prendre toutes les mesures possibles pour faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues.

Afin d'améliorer la situation des victimes des conflits armés, il convient avant tout que le DIH soit strictement respecté. Une action urgente est notamment requise dans les dix domaines évoqués ci-dessous: ces recommandations visent à limiter l'impact de la guerre urbaine au Moyen-Orient, en réduisant les souffrances qu'elle engendre et en répondant aux besoins urgents des populations touchées.

LE CICR DEMANDE INSTAMMENT :

1. **aux belligérants de respecter le DIH en tout temps.** Les actions de l'ennemi ne justifient jamais les violations.
2. **aux États qui soutiennent les parties à un conflit armé de s'assurer que les parties à qui ils apportent leur appui respectent le DIH.** Ils se trouvent dans une position unique et privilégiée pour le faire.
3. **aux belligérants de cesser de prendre des civils au piège en assiégeant des villes, de veiller à ce qu'il y ait un accès rapide, continu et sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les communautés urbaines qui en ont besoin, et de faire en sorte que les personnes qui le souhaitent puissent quitter ces zones en toute sécurité.** Les épreuves vécues dans les villes assiégées sont de nature à avoir pour la population des conséquences qui subsisteront pendant des générations.
4. **aux belligérants d'éviter l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact dans les zones densément peuplées.** Outre la mort et la destruction qu'elles provoquent dans leur zone d'impact immédiate, ces armes ont, sur les infrastructures et les services des villes touchées, des effets à long terme qui sont extrêmement dangereux pour la santé et même la survie de la population.
5. **aux belligérants de respecter et de protéger les systèmes complexes qui sont indispensables à la vie en milieu urbain.** Les systèmes complexes et interconnectés qui approvisionnent les villes en eau et en électricité et assurent les services d'assainissement essentiels à la santé des citoyens sont souvent parmi



Lors de l'évaluation des dommages causés par les combats dans la ville de Sanaa, au Yémen, un collaborateur du CICR prend des notes en écoutant un résident décrire sa situation. Avril 2015.

les premiers à être endommagés, victimes de la guerre urbaine. Chacun doit prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que ces systèmes ne soient jamais attaqués ou perturbés.

6. **aux parties au conflit et à la communauté internationale de s'abstenir de déplacer des personnes, et de respecter les droits des déplacés internes, ainsi que de pourvoir à leurs besoins.**
7. **aux autorités et à la communauté internationale d'apporter protection et assistance aux réfugiés dont l'exode est causé par ces conflits.**
8. **aux autorités, aux parties au conflit et à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour que les fournisseurs de services essentiels et le personnel humanitaire soient protégés.**
9. **aux autorités, aux humanitaires et à la communauté internationale d'investir davantage pour que les victimes de la violence aient accès à des services d'appui appropriés dans les domaines de l'aide psychosociale et de la santé mentale.**
10. **aux autorités, aux humanitaires et à la communauté internationale d'aider à reconstruire les communautés, et non pas seulement les infrastructures.** Les villes sont aussi constituées de personnes, pas uniquement de bâtiments. La manière dont les villes sont reconstruites peut avoir un impact considérable sur l'avenir.

« MON FILS EST MORT ÉTOUFFÉ SOUS LES DÉCOMBRES »

L'histoire d'Alep, deuxième plus grande ville de Syrie :
sous le feu et assiégée

Alep, avec ses 2,1 millions d'habitants, fut un temps la plus grande métropole syrienne ; c'est aussi l'une des plus anciennes villes au monde ayant été habitées sans interruption au cours de l'histoire.

Pour des résidents tels que Yasser, un quinquagénaire ancien moniteur de sports et aujourd'hui vendeur de rue dans le quartier de Boustan al-Qasr, Alep était simplement un endroit où il faisait bon vivre, une ville sûre où ses affaires étaient florissantes et où sa femme et lui pouvaient élever leurs cinq enfants en toute tranquillité d'esprit.

Quatre ans de conflit intense ont balayé tout cela. Les différents quartiers d'Alep, densément peuplés, sont devenus le théâtre de bombardements soutenus et systématiques (avec des tirs depuis les airs et depuis le sol) qui ont

provoqué des destructions massives et fait des milliers de victimes. Aucune zone de la ville n'a été épargnée par ce déferlement de violence.

Le quartier de Yasser est l'un de ceux qui ont été presque entièrement détruits. Aujourd'hui, la plupart des bâtiments – immeubles résidentiels, écoles, entreprises et boutiques – ne sont plus que ruines, et les rues autrefois animées ne sont plus que des artères presque désertes qui serpentent entre des tas de débris.

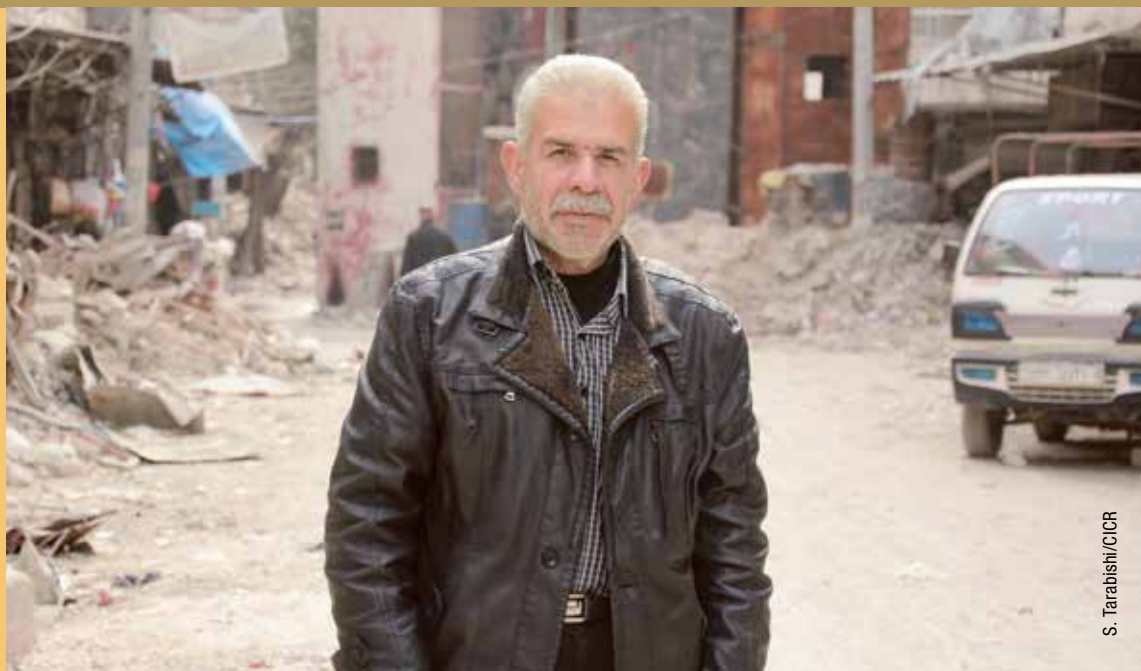
Pour Yasser, l'horreur des combats n'a été que trop réelle. Son immeuble a été bombardé après qu'un groupe armé d'opposition ait commencé à opérer dans son quartier. « Mon fils est mort étouffé sous les décombres après l'attaque », explique Yasser. « Les trois premiers étages de notre immeuble se sont effondrés. Mon fils n'avait aucune chance d'en réchapper. »



S. Tarabishi/CICR

Les rues autrefois très animées d'al-Djadaïda, un quartier d'Alep détruit par la guerre.
Janvier 2017.

«L'immeuble s'est effondré. Mon fils n'avait aucune chance d'en réchapper.»



TÉMOIGNAGE DE YASSER

Avec ses propres mots

Je n'ai jamais voulu avoir à faire avec aucune des parties engagées dans la guerre. Je connaissais très bien les risques qui se posent quand des gens armés pénètrent dans une zone. S'il y avait une position militaire près de chez nous, nous serions en danger. C'est malgré tout ce qui s'est passé. La catastrophe s'est produite quand notre bâtiment a été pris sous le feu croisé des combattants. Mon fils est mort étouffé après l'attaque. Les trois premiers étages de notre immeuble s'étaient effondrés. Mon fils n'avait aucune chance d'en réchapper.

Nous étions pris entre deux feux, il n'y avait aucune issue possible. Je ne souhaite à personne de connaître ce genre d'épreuve.

Après la mort de mon fils, ma femme a commencé à avoir très peur. Nous ne pouvions plus voir certains de nos enfants. L'aîné servait dans l'armée depuis près de sept ans. J'avais envoyé mon deuxième fils étudier en Allemagne, en espérant un avenir meilleur pour lui. Ma fille avait déjà été opérée deux fois avant la crise pour une blessure à la jambe, mais elle n'a pas pu recevoir de soins médicaux pendant toute la période des violences.

Mon plus jeune fils a des problèmes avec les chiffres. Il recevait un enseignement dans une petite mosquée près d'ici. Quand la mosquée a été lourdement bombardée, l'espoir de mon fils en une meilleure éducation a été brisé.

Quand le siège d'Alep-Est a commencé pendant le dernier Ramadan [2016], la vie est devenue encore plus difficile. Les habitants d'Alep-Est n'ont pas pu quitter leurs quartiers pendant 190 jours. La situation était bloquée. Mon fils réclamait sans cesse, car nous n'avions rien à boire et à manger. La nourriture coûtait très cher. Nous étions forcés de manger différents plats à base de lentilles. J'ai perdu 25 kilos.

CONFLITS URBAINS : UN NOUVEAU NIVEAU FRANCHI ?

Le récit de Yasser ressemble à des milliers d'autres, évoquant des scènes qui se sont répétées tout au long des quatre dernières années dans plusieurs quartiers d'Alep. La ville a été coupée en deux : les quartiers Est étaient contrôlés par des groupes d'opposition armés, les quartiers Ouest par le gouvernement. De juillet 2012 à décembre 2016, les combats ont été quasiment quotidiens et intenses, et ils ont impliqué l'emploi massif d'armes explosives lourdes dans des zones habitées.

Au cours du conflit, le monde entier s'est ému des images des enfants d'Alep : les vidéos montraient soit des visages ensanglantés, avec des expressions trahissant la confusion, la stupeur

ou le traumatisme vécu, soit des corps sans vie, dans les bras des secouristes qui venaient de les extraire des décombres.

Tandis que se poursuivait l'escalade de la violence, les humanitaires et les fournisseurs de services essentiels se sont efforcés de répondre à des besoins de la population qui ne cessaient d'augmenter de façon dramatique, d'autant plus que l'accès de l'aide humanitaire était très limité dans certaines zones. Tous décrivaient la situation en des termes toujours plus alarmants.

L'HUMANITÉ SOUS LE FEU

Au moment même où les attaques touchant le personnel médical et humanitaire se multipliaient dans divers conflits à travers le monde, la bataille pour le contrôle d'Alep est devenue emblématique des dangers auxquels le personnel médical est confronté dans les conflits urbains.

L'aggravation de la situation humanitaire a conduit maintes fois le CICR et d'autres organisations caritatives à tirer la sonnette d'alarme. Les infrastructures essentielles – hôpitaux, réseaux d'alimentation en eau et en électricité et écoles – ont continué d'être prises sous le feu des combattants, à Alep comme dans d'autres zones urbaines. En 2015 et 2016, une succession d'attaques lancées contre des hôpitaux et des établissements médicaux a coûté la vie à des médecins et à des patients ; ces attaques ont également privé de soins des milliers de personnes qui en avaient désespérément besoin.

« Nous assistons aujourd'hui à une offensive soutenue et à un mépris massif envers la fourniture de soins de santé durant les conflits », ont déploré le président du CICR, Peter Maurer, et la présidente internationale de Médecins sans Frontières (MSF), le Dr Joanne Liu, dans un éditorial conjoint publié en avril 2016 dans *The Guardian*⁹.

Le conflit syrien est l'un des conflits les plus dangereux au monde pour le personnel humanitaire. Soixante-trois employés et volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien y ont perdu la vie¹⁰, tous tués alors qu'ils accomplissaient leur mission, souvent dans des villes comme Alep et Homs. Beaucoup d'autres hommes et femmes travaillant dans les services d'urgence ont également été blessés ou tués alors qu'ils s'efforçaient de rétablir les services essentiels ou de porter secours à des victimes.

Ces attaques contre le personnel médical et les structures de santé ont attiré l'attention sur ce problème. Elles ont conduit le Conseil de sécurité des Nations Unies à adopter la résolution 2286, le 3 mai 2016. Cette résolution appelle toutes les parties à un conflit armé à protéger le personnel médical et les structures de santé – un principe déjà consacré par le droit international humanitaire ; elle condamne fermement les actes de violence et les menaces dirigés contre les blessés et les malades ainsi que contre le personnel médical et humanitaire. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique de traduire ces paroles en actes, et aussi un engagement véritable de toutes les parties.

SIGNES D'HUMANITÉ

L'histoire d'Alep au cours des cinq dernières années ne s'est pas uniquement écrite en termes de violence et de cruauté. Malgré l'environnement et les dangers quotidiens, le Croissant-Rouge arabe syrien et ses volontaires ont fait preuve d'une résilience incroyable, tout comme les gens ordinaires et le personnel d'autres organisations humanitaires. Avec dignité et courage, ils se sont efforcés d'aider la population à survivre alors que la situation ne cessait de se dégrader.

Pourtant, d'avril à décembre 2016, malgré tous leurs efforts, les équipes du CICR n'ont pas réussi à acheminer l'aide humanitaire dans la partie orientale d'Alep ; de fait, le CICR n'a pu apporter son soutien que de manière indirecte, notamment en prenant en charge les frais pour l'eau, le matériel d'assainissement ou le gaz destinés aux cuisines collectives, ou encore les salaires du personnel de ces lieux.

L'épave d'une ambulance au milieu des décombres. District al-Kallaseh, Alep. Février 2017.



L'ÉVACUATION D'ALEP-EST

En décembre 2016, après des semaines de combats terribles, au cours desquels les lignes de front se sont refermées sur les derniers bastions de l'opposition, encerclant et prenant au piège les civils qui se trouvaient dans la partie orientale de la ville, les belligérants sont parvenus à un accord portant sur l'évacuation des civils et des combattants. Les combats se sont finalement arrêtés le 15 décembre; entre le 15 et le 22 décembre, plus de 35 000 personnes ont été évacuées vers des zones rurales voisines. Des centaines de malades et de blessés se trouvaient parmi les personnes évacuées. Tout au long de cette épreuve, des équipes du Croissant-Rouge arabe syrien et du CICR sont restées sur place, nuit et jour, pour dispenser des soins médicaux, assurer le transport et apporter autant que possible conseils et soutien dans cette situation de confusion et de souffrance.

Pour la première fois depuis avril 2016, les équipes du CICR ont pu accéder à certaines zones d'Alep-Est à l'occasion de l'évacuation. «Il y avait des carcasses de voitures calcinées. De la fumée s'échappait d'immeubles

proches», explique Marianne Gasser, cheffe de la délégation du CICR en Syrie, qui était sur place durant les dernières semaines de violence et pendant toute la période de l'évacuation. «Il y avait beaucoup de peur et d'incertitude. Quand nous sommes arrivés, la scène était bouleversante. Hommes et femmes étaient face à un choix impossible [partir ou rester]. Leurs yeux étaient remplis d'une infinie tristesse.»

Les températures étaient tombées au-dessous de zéro. En attendant d'être évacués, les gens brûlaient ce qu'ils pouvaient trouver, couvertures et vêtements compris, pour avoir un peu de chaleur pour eux et pour leurs enfants. «Très peu de familles ont décidé de rester», explique Marianne Gasser. «Il est vrai que la majorité des gens n'avaient pas vraiment le choix. Ils ont pensé qu'il valait mieux partir à ce moment-là: les habitations n'étaient plus que ruines, la nourriture était très rare et il n'y avait ni eau ni électricité. Sans parler de la violence dans laquelle ils étaient plongés depuis si longtemps. Personne ne pouvait continuer à endurer une telle souffrance.»



S. Turkmani/SARC

Le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien évaluent la situation en termes d'habitat dans le district de Masaken Hanano, à Alep-Est, au cas où les habitants décideraient d'y revenir. Fin novembre 2016.

RENTREZ CHEZ SOI

Bien que certains parlent déjà d'un «Alep de l'après-guerre», les combats continuent dans la campagne alentour. Avant même de pouvoir évoquer la reconstruction, il faut répondre aux besoins humanitaires – importants et pressants – qui subsistent dans la ville. Selon les estimations, 140 000 personnes auraient regagné leur foyer depuis la fin des violences urbaines. Des milliers d'autres citoyens ne peuvent pas encore rentrer chez eux, notamment à cause des dégâts considérables subis par les habitations. Cela vaut également pour d'autres villes de Syrie, telles que Homs, où les violences avaient cessé plus tôt. Ce qui est crucial, c'est que tous les civils déplacés – originaires d'Alep ou d'ailleurs – soient autorisés à retourner en toute sécurité dans leur région d'origine, si et quand ils décident de le faire, et qu'en ce cas, ils bénéficient d'une assistance¹¹.

Voir, ci-dessous, «Des effets qui se cumulent : les personnes déplacées en zones urbaines», page 46.

Bien que la ville ait été divisée pendant plusieurs années, les diverses parties d'Alep ont toujours été interdépendantes, et les habitants ont continué de se déplacer d'une zone à l'autre aussi longtemps qu'ils ont pu le faire. Les membres d'une même famille vivaient parfois dans des zones différentes et, quand la violence a atteint son paroxysme, beaucoup d'habitants ont fui vers d'autres quartiers ou ont quitté complètement la ville. Le sentiment de perte et les traumatismes sont collectifs, l'ampleur des destructions est considérable, et il subsiste encore de graves dangers liés à la présence de munitions non explosées et autres restes explosifs de guerre.

*«Je ne peux pas quitter ma ville.
Ici, je peux garder ma dignité.»*



«Alep était un paradis, nous avions tout. Et puis, en un instant, nous avons tout perdu. Jamais je n'ai songé à quitter la ville, mais je ne critique pas ceux qui l'ont fait : ils n'avaient pas le choix. Alep était une ville sûre mais, soudain, elle s'est transformée : le lieu paisible est devenu extrêmement dangereux. Je dirais qu'au moins 40% des habitants ont fui ce quartier. »

Mohammad, 48 ans, père de cinq enfants, gagne sa vie à Alep en fabriquant des meubles dans une petite échoppe. Pendant toute la période des hostilités, le quartier d'al-Mashrq s'est trouvé sur la ligne de front séparant les forces du gouvernement et les forces d'opposition à Alep-Est.

« SOUVENIRS D'UNE VILLE AUTREFOIS PLEINE DE VIE »

Une ancienne cité, aujourd'hui prisonnière d'un conflit oublié

Située à une heure de route de la mer Rouge, dans une région de collines du sud-ouest du pays, Taïz était la base industrielle, le centre de production du café et la capitale culturelle du Yémen.

Maintenant, certaines parties de la ville ne sont plus que ruines. Même un certain nombre de bâtiments – en briques brunes, parfois ornés à la chaux – emblématiques de la ville ont été endommagés. Des carcasses de voitures calcinées et des débris de toutes sortes envahissent les rues.

Confrontés au pilonnage d'artillerie, au feu des snipers, aux combats de rue et aux bombardements aériens, un demi-million d'habitants de Taïz¹² endurent de profondes souffrances. Des centaines de milliers d'entre eux auraient fui la ville¹³, mais quelque 200 000 personnes

seraient restées sur place durant les 15 mois du siège quasi-total de la ville. Voir, ci-dessous, « Des effets qui se cumulent : les villes assiégées », page 40.

Du fait de l'enlèvement relatif de la situation militaire, les lignes de front n'ont pas beaucoup bougé pendant des mois, plaçant la population au milieu du face-à-face – prolongé et très éprouvant – des forces en présence.

Certes, le siège de Taïz a été partiellement levé. Néanmoins, la situation humanitaire reste catastrophique dans la ville : il n'y a rien à manger, et les services publics – y compris les soins médicaux et l'éducation – se sont pratiquement effondrés. Les rues de la ville, autrefois très animées, sont devenues des lieux de peur. Voir, ci-dessous, le témoignage de Hanan.

Dans une zone assiégée de la ville de Taïz, des femmes et des enfants sont venus chercher l'eau livrée par un camion-citerne. Novembre 2016.





CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES SUR LE PLAN SANITAIRE

À Taïz comme dans d'autres villes en guerre, l'impact sur les soins de santé est catastrophique. En novembre 2016, les principaux hôpitaux de la ville ont signalé avoir reçu en l'espace de 72 heures une moyenne journalière de 200 patients blessés, dont beaucoup présentaient des lésions par explosion nécessitant l'amputation d'un ou plusieurs membres.

Cette demande massive de soins médicaux urgents intervient alors même que les systèmes publics de santé se sont effondrés. Plus aucun centre de santé publique n'est ouvert, et les deux seuls hôpitaux de la ville fonctionnent avec des ressources minimales et des effectifs de moins en moins nombreux. Les personnels de santé encore sur place accumulent de longues heures de travail ; de plus, du fait de la proximité des lignes de front et du pilonnage de la ville, ils sont confrontés à de fréquentes coupures de courant.

Les hôpitaux doivent traiter en priorité les personnes gravement blessées. Ils ont donc rarement assez de temps ou de ressources pour prendre en charge les problèmes de santé publique tels que, notamment, la santé maternelle et infantile, les maladies chroniques ou respiratoires, la vaccination de routine ou la

surveillance de la propagation des maladies infectieuses. Les hôpitaux de campagne des groupes armés s'occupent eux aussi prioritairement des blessés.

Les services d'ambulance usuels sont pratiquement inexistants, et les combats restreignent souvent, pour le personnel médical et humanitaire, la possibilité d'atteindre les blessés. Toute mission d'urgence sur le terrain requiert de multiples négociations par téléphone, puis aux postes de contrôle installés dans la ville. Ces négociations prennent du temps, et mettent des vies en danger.

À toutes ces difficultés vient encore s'ajouter la situation médicale de plus en plus désespérée dans l'ensemble du pays : avec plus de 160 structures médicales attaquées depuis 2015¹⁴ et des centaines d'autres forcées de fermer à cause du manque de carburant et de fournitures, seules 45% des structures de santé sont actuellement opérationnelles¹⁵. La quantité restreinte de médicaments essentiels et de fournitures médicales entrant au Yémen – moins de 30% de ce qu'il faudrait – ainsi que l'irrégularité du paiement du personnel médical et des fournisseurs de services essentiels ne font qu'aggraver la situation.

Un homme marche entre des tas de débris après des combats dans son quartier. Décembre 2016.





K. Al-Saeed/CICR

«Ce jour-là,
ma vie s'est
arrêtée»

— Hanan, une habitante de
Taïz dont le mari a été tué,
tient sa fille dans ses bras.

TÉMOIGNAGE D'UNE VEUVE

Avec ses propres mots

Mon mari n'était pas un combattant. Il ne savait même pas comment on tient une arme. Il avait son propre cabinet dentaire, où je travaillais comme secrétaire. Notre fille venait de naître. Nous étions profondément heureux, jusqu'au moment où la guerre a éclaté dans la ville. Tout a alors changé.

Nous ne voulions pas quitter cet endroit où nous avons vécu toute notre vie ; nous avons donc décidé – malgré les affrontements intenses et les bombardements aveugles – de rester dans notre maison, où mon mari avait son cabinet.

Tous nos voisins sont partis, car notre quartier n'était plus que destructions, sang, peur et solitude.

Quand il y avait des combats, je prenais ma fille dans mes bras, je la serrais très fort et je l'emmenais dans une autre pièce pour qu'elle soit mieux protégée du bruit.

Un de ces jours terribles, mon mari est sorti acheter quelque chose pour la maison. Sur le chemin du retour, l'un des snipers embusqués sur le toit d'un immeuble voisin l'a abattu.

Ce jour-là, ma vie s'est arrêtée. J'ai perdu mon mari, mon emploi et ma maison. Je ne pouvais plus payer le loyer. Je suis allée vivre avec ma famille. Mon père, qui n'a qu'un faible revenu, a maintenant à sa charge mes sept frères et sœurs et nous. Il ne me reste rien dans cette vie, sauf des souvenirs d'une ville qui fut un jour pleine de vie.

Je voudrais que la guerre s'arrête, et voir nos enfants retourner à l'école. Je veux les voir à nouveau jouer et s'amuser, comme avant. Je veux un avenir meilleur pour ma fille, un avenir sans guerre et sans tueries.



A. Lohr/OCR

Des enfants jouent dans une rue de Mossoul. La ville a énormément souffert lors des récentes offensives, et beaucoup d'habitations et d'infrastructures civiles ont été endommagées ou détruites. Mars 2017.

MOSSOUL, IRAK

« OÙ QUE VOUS REGARDIEZ, QUELQU'UN ÉTAIT LÀ, ESSAYANT DE VOUS TUER »

Marquée par des combats intenses, rue par rue, maison par maison, la bataille pour le contrôle de Mossoul a d'abord semblé ne pas provoquer les destructions à grande échelle vues dans certaines autres batailles urbaines en Irak. Pourtant, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter, et le tribut payé par les civils devient de plus en plus intolérable.

Yousef prenait son petit-déjeuner quand les combats pour le contrôle de la ville sont arrivés là, à sa porte. « J'allais avaler une gorgée de thé quand une explosion a soudain retenti », raconte-t-il. « Un éclat d'obus m'a lacéré les bras et les jambes. Je me suis levé, j'ai couru vers ma voiture, et on m'a emmené à l'hôpital. J'ai des blessures aux bras, aux jambes et à la tête. Tous les membres de ma famille ont été blessés dans cette attaque. »

Yousef a de la chance d'être encore en vie. Mais tandis que les combats font rage dans cette ville de 1,5 million d'habitants, de plus en plus de gens se trouvent confrontés à ces terribles épreuves et font face à de lourds défis.

Les divers éléments évoqués – les opérations militaires menées en continu, de nuit comme de jour, les lignes de front qui bougent rapidement, les craintes pour la sécurité des êtres

chers, les dangers perçus ou réels qui guettent ceux qui tentent d'obtenir des services vitaux tels que soins de santé, eau ou nourriture – ne sont que quelques-uns des principaux aspects de l'énorme tribut prélevé par les combats sur la population civile.

Joshua Baker, qui a réalisé *Battle for Mosul*, un documentaire produit par PBS et *The Guardian*, explique qu'il n'y avait pratiquement aucune distance entre les combattants et les civils pendant les combats dans la partie orientale de Mossoul.

« Un commandant m'a raconté que les combats étaient parfois si rapprochés qu'il pouvait lui-même être dans la cuisine d'un appartement et échanger des coups de feu avec un adversaire qui se trouvait dans le salon, alors que, à l'étage, il y avait des civils, des familles », raconte Baker qui, avant d'être blessé au cours d'une attaque, accompagnait une équipe des forces d'opérations spéciales irakiennes à Mossoul.

Baker a eu l'impression que l'extrême violence dont il a été le témoin était devenue « normale » pour la population traumatisée. Il évoque l'embuscade tendue au convoi dans lequel il se trouvait :

« Nous nous en sommes sortis en faisant marche arrière avec notre véhicule [un Humvee blindé] jusqu'au bas de la rue, à quelque 200 mètres de là. Pendant que nous étions bloqués là, nous avons vu des combattants à quelques pâtés de maison. Des enfants jouaient juste à côté de nous. Je suis sorti du Humvee et, pendant que je cherchais un endroit pour me mettre à couvert, un kamikaze s'est fait exploser dans la rue suivante. D'autres enfants jouaient juste à côté, avec leurs parents à proximité. Vous savez que ces gens sont conscients de ce qui est en train de se passer mais, d'une certaine façon, la violence paraît juste s'être normalisée. »

De plus, la prise en charge inadéquate des dépouilles¹⁶, souvent abandonnées sur place, à la vue de tous, ou ensevelies sous les décombres, vient renforcer les sentiments de malaise et de désespoir, même lorsque la population commence à reprendre une vie quotidienne plus normale. De nombreux cadavres ont été laissés dans des lieux publics, y compris près de sources d'eau, ce qui renforce l'impact émotionnel sur les civils et vient ajouter à la peur qu'ils éprouvent.

« Nous sommes partis uniquement à cause des bombardements ; si nous étions restés, nous ne serions plus en vie ». Dans les conflits urbains, les habitations elles-mêmes deviennent souvent des champs de bataille. Khaled et son épouse (photo) sont assis dans l'une des pièces très endommagées de leur maison, dans le quartier d'al-Tamnîn, à Mossoul. Février 2017.





Familles déplacées, originaires de Mossoul-Ouest. Mars 2017.

Aujourd'hui, la partie orientale de Mossoul doit encore surmonter de nombreuses difficultés pour assurer la fourniture de services essentiels tels que l'approvisionnement en eau et en électricité, les soins de santé et le ramassage des ordures. Les marchés ont repris leur activité et les restaurants rouvrent peu à peu, mais de nombreux habitants n'ont simplement pas les moyens d'acheter la nourriture qui est disponible.

« Beaucoup de services essentiels n'ont toujours pas été rétablis », regrette Dany Merhy, coordonnateur terrain des activités du CICR à

Erbil, en Irak. « Les gens partent à nouveau, quittant leur foyer pour rejoindre des camps ou d'autres zones, car les services et la nourriture manquent encore. Les organisations humanitaires continuent de lutter pour obtenir un accès sûr et régulier aux divers quartiers de la ville. »

Un grand nombre de maisons, bâtiments publics, hôpitaux et zones ou rues ayant subi des dégâts doivent être réparés ou reconstruits. En attendant, la sécurité reste précaire car les lieux publics, tels que les marchés, continuent d'être la cible d'attaques.

PARTIR OU RESTER : UNE DÉCISION DE VIE OU DE MORT

Malgré ces épreuves et ces dangers, la bataille de Mossoul laisse apparaître également certains progrès dans les efforts déployés pour prévenir tant des déplacements de population que des pertes en vies humaines et des dommages conséquents. Il s'agit de la dernière en date des grandes batailles urbaines ayant eu lieu en Irak au cours des 14 dernières années, y compris celles de Bagdad, Falloudjah et Ramadi.

La récente bataille pour le contrôle de Ramadi – ville reprise au groupe de l'Etat islamique (EI) par l'armée irakienne au terme de quatre mois de combats acharnés – a été extrêmement

destructrice. La plupart des habitants ont fui la ville à un moment ou à un autre pendant les combats. Près de 80% de la ville ayant été détruite¹⁷ – et parsemée d'engins explosifs –, il n'y avait plus grand-chose qui aurait pu inciter la population à revenir. À la mi-mars 2017, plus d'une année après la fin de la bataille, seuls quelque 60% des résidents qui avaient quitté la ville étaient revenus à Ramadi¹⁸.

Dans l'ensemble de l'Irak, même avant le début de l'offensive lancée par les forces irakiennes contre Mossoul à la mi-octobre 2016, environ un dixième des habitants avaient été contraints au déplacement¹⁹, et environ un tiers avaient

besoin d'une aide humanitaire d'urgence, sous une forme ou une autre. Sans doute pour éviter un autre exode massif et potentiellement désastreux, l'armée irakienne a distribué à Mossoul des tracts encourageant les civils à rester sur place.

Partir ou rester : pour les civils, la décision est complexe et, de bien des façons, impossible à prendre à cause des risques encourus, quel que soit le choix arrêté. Fuir, au risque d'être tué en chemin ? Rester sur place, au risque de se faire

prendre entre deux feux ? Dans un cas comme dans l'autre, les civils n'ont aucune assurance que leurs besoins, ou ceux de leur famille, seront satisfaits. Voir, ci-dessous, « Des effets qui se cumulent : les personnes déplacées en zones urbaines », page 46.

Dans le cas de Mossoul, en janvier 2017, après trois mois de combats féroces, rue par rue, dans la partie orientale de la ville, moins d'un sixième des habitants avaient fui la ville ou les villages voisins²⁰. Bien moins que prévu.

« La violence paraît juste s'être normalisée »

Passant à la hauteur de soldats irakiens, un jeune garçon a trouvé un moyen créatif d'utiliser son vélo pour ramener des provisions chez lui. Mars 2017.



DES COMBATS VIOLENTS, DES LIGNES DE BATAILLE FLOUES

D'un point de vue géographique, la partie occidentale de Mossoul est moins étendue que la partie orientale. Du fait de ses rues, étroites et compactes, et de sa plus forte densité de population, les lignes de combat y sont encore moins distinctes, ce qui accroît les dangers auxquels sont confrontées les quelque 500 000 personnes restées sur place. Fin mars, moins d'un mois et demi après le début des combats pour le contrôle de Mossoul-Ouest, les pertes civiles avaient fortement augmenté, de même que les taux de déplacement. Début avril, plus de 300 000 résidents de Mossoul et de sa périphérie étaient toujours déplacés²¹; environ 274 000 d'entre eux étaient originaires de la ville elle-même²². Il y avait pourtant peu de routes sûres que les résidents pouvaient emprunter pour quitter la ville. Le nombre de tués reste impossible à confirmer, mais les hôpitaux ont commencé à voir progresser le nombre de blessés. Tandis que les combats pour le contrôle de Mossoul-Ouest se poursuivent, les humanitaires continuent de lutter pour obtenir un accès sûr et sans entrave à cette partie de la ville afin d'y acheminer de la nourriture et de l'eau et de fournir des soins médicaux et d'autres services essentiels et vitaux.

Ce qui se passe à Mossoul illustre les nouvelles tendances et les nouveaux défis en matière de protection des personnes et des infrastructures civiles dans la guerre urbaine. La bataille principale est celle que les combattants livrent sur le terrain et à l'intérieur de la ville, avec le soutien des frappes aériennes de la coalition irakienne, mais de nouvelles technologies sont également apparues (drones à grenades, par exemple).

De nombreux combattants engagés dans la bataille de Mossoul reconnaissent que le but à long terme est d'assurer la stabilité en Irak. Pourtant, explique Joshua Baker, « comme me l'a dit un commandant, les objectifs à court terme consistent à faire ce qu'il y a à faire pour gagner la prochaine bataille; évidemment, les objectifs à long terme sont les plus importants mais si vous négligez les objectifs à court terme, vous serez tué! »



Une famille quitte sa maison après la fin des combats dans son quartier à Mossoul. Février 2017.



«Les attaques venaient de partout, y compris de kamikazes, camions piégés, grenades lâchées par des drones, snipers... Où que vous regardiez, quelqu'un était là, essayant de vous tuer.»

— Joshua Baker, réalisateur de *Battle for Mosul*, un documentaire produit par PBS et The Guardian

A. Liann/CICR

«Les gens nous ont accueillis malgré leur propre situation difficile.»

— *Mohammed se tient dans ce qui reste de sa maison avec son frère Ibrahim.*

A. Liohn/GICR

DE RETOUR DANS LES RUINES

Avec leurs propres mots

Bombes, obus de mortier et balles passaient en sifflant au-dessus de nos têtes. Tous les habitants de notre quartier s'enfuyaient. C'était horrible. Malgré cela, nous tous – femmes, enfants et infirmes compris –, avons dû continuer à marcher avant de pouvoir atteindre une zone plus sûre.

[Des gens] nous ont accueillis, malgré les conditions difficiles et précaires dans lesquelles eux-mêmes vivaient. Nous pensions pouvoir rentrer chez nous au bout de deux jours; nous n'avons rien emporté, juste les vêtements que nous avons sur nous. Finalement, nous sommes restés 45 jours. Puis nous sommes rentrés.

Nous avons retrouvé la carcasse calcinée de notre voiture; les bâtiments alentour étaient si endommagés qu'ils étaient irréparables. Quatre combattants s'étaient fait exploser dans notre maison. Nous avons sorti deux cadavres dans la rue.

Vous pouvez toujours vous débrouiller si votre voiture a brûlé, mais pas si votre maison a été détruite. C'est l'endroit où vous êtes chez vous, et rien ne vous est plus cher que votre propre foyer.

Aujourd'hui, Mossoul n'est pas une ville sûre. La destruction est partout. Ce sont les résidents qui doivent maintenant s'atteler à mettre de l'ordre dans ce chaos.



Mohammed raconte comment son frère Ibrahim et lui, ainsi que leurs familles respectives, ont quitté leur quartier de Mossoul-Est quand les combats sont devenus trop intenses, pensant revenir au bout de quelques jours. De retour un mois et demi plus tard, ils ont trouvé leurs maisons détruites et le quartier lourdement endommagé.



Zone résidentielle endommagée à Mossoul-Est. Février 2017.

À QUOI RESSEMBLE LA VIE DANS UNE VILLE EN GUERRE ?

Un seul récit ne permet pas de bien décrire toutes les horreurs de la guerre urbaine. Une ville en guerre est comme le microcosme d'un conflit plus vaste, à une différence près : les conséquences de la guerre urbaine sont souvent aggravées par la densité et la diversité de la population ainsi que sa dépendance par rapport aux infrastructures de la ville, toujours complexes et souvent fragiles. Dans les villes situées sur les lignes de front des conflits, la population doit souvent surmonter diverses difficultés, interconnectées, et dont les effets se renforcent mutuellement.

Nourriture, électricité, eau et soins de santé : les éléments les plus basiques d'une vie normale manquent aux habitants d'une ville **en état de siège** ou dans une situation similaire.

Parfois, les citoyens sont contraints de quitter leur foyer, de fuir de quartier en quartier ou de ville en ville – éventuellement à plusieurs reprises – ou de gagner la campagne. Ces personnes, **déplacées** à l'intérieur des frontières de leur propre pays, sont alors confrontées à une autre difficulté : de nombreux lieux vers lesquels elles s'enfuient ne sont pas sûrs et n'ont pas la capacité de pourvoir aux besoins des nouveaux arrivants.

L'une des raisons pour lesquelles ces besoins ne peuvent pas être satisfaits est que, souvent, un conflit urbain détruit ou perturbe les **systèmes complexes de services** – électricité, eau, assainissement, ramassage des ordures et soins de santé – qui sont indispensables à la vie en milieu urbain. Ces problèmes sont dus en grande partie à **l'emploi d'armes explosives ayant un large rayon d'impact**. En effet, non seulement ces armes tuent des gens et détruisent des bâtiments, mais elles ont aussi de graves effets à long terme sur les systèmes indispensables à la vie et à la santé en milieu urbain.

Cela étant, une ville ne se résume pas à ses bâtiments, rues et infrastructures. Le fracas constant des bombes, la peur de sortir de chez soi, la mort de proches parents, d'amis ou de voisins ont un **impact émotionnel et psychologique** dont il importe de tenir compte.

Dans les sections qui suivent, nous vous présenterons des personnes qui luttent contre toutes ces difficultés, et nous illustrerons l'impact considérable de leur action tant sur les individus que sur les populations urbaines dans leur ensemble.

1

VILLES ASSIÉGÉES

2

PERSONNES DÉPLACÉES
EN ZONES URBAINES

3

SYSTÈMES URBAINS
COMPLEXES

4

ARMES EXPLOSIVES EN ZONES
HABITÉES, ARMES CHIMIQUES
ET CONTAMINATION PAR LES
ARMES



Le personnel du CICR évalue les dommages causés par les récents affrontements dans le district de Sawan, dans la ville de Sanaa, au Yémen. Mai 2015.

« VIVRE DANS LES SOUS-SOLS DES VILLES »

Coupés du monde extérieur et agrippés à la vie



S. Tarabishi/CICR

La guerre urbaine telle qu'observée aujourd'hui au Moyen-Orient est caractérisée par le recours croissant à une forme ancienne de guerre urbaine : le siège²³. En 2016, Alep-Est a subi un siège largement médiatisé qui a duré 190 jours. Les entraves à l'assistance humanitaire ont également causé des souffrances massives aux civils dans beaucoup d'autres villes et cités du Moyen-Orient, telles que Falloudjah, Taïz, Deir Ez-Zor, Foua, Kefraya et Madaya.

En Syrie, dans l'ancienne ville de Homs, dont le siège a duré de mai 2012 à mai 2014, un marchand ambulant, Abu Hani, raconte que sa famille collectait du bois de feu dans les rues pendant la nuit, car il était impossible de se procurer du pétrole ou du gaz, et les combats les empêchaient de sortir pendant la journée.

À cause de la pénurie de nourriture, ajoute-t-il, les habitants du quartier essayaient de cultiver leurs propres légumes. Il leur a tout de même souvent fallu se résoudre à manger des lentilles en partie pourries ainsi que des plantes qui poussent dans les rues et qui, en temps normal, ne seraient pas considérées comestibles. « Nous avons perdu beaucoup de poids [pendant cette période] », explique Abu Hani. « On ne pense pas à manger quand on a peur – un seul repas par jour vous suffit. »

Dans certains cas, les villes en conflit sont quasiment assiégées, du fait de l'extrême difficulté d'y faire entrer ou d'en faire sortir des marchandises. Le siège partiel imposé à Taïz depuis l'été 2015 a conduit l'économie locale au bord du gouffre. « La plupart des marchés de la ville ont fermé, et dans les marchés qui vendent encore de la nourriture, les prix sont si élevés que les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter quoi que ce soit », déclare Nancy Hamad, qui dirige le bureau du CICR à Taïz. « Les cas de malnutrition ont très fortement augmenté, en particulier chez les enfants. »

« Les gens mangent ce qu'ils trouvent dans les ordures, faute de moyens de se procurer de la nourriture », ajoute Nancy Hamad. « Nous avons vu des femmes faire bouillir des feuilles d'arbre, juste pour pouvoir donner un peu de soupe chaude à leurs enfants. »

Les combats qui se déroulent dans une ville assiégée et sa périphérie peuvent également causer la destruction de récoltes dans les champs situés dans la ville et aux alentours, ou rendre les champs inaccessibles. Dans un camp pour déplacés internes, des enfants qui venaient tout juste de quitter une ville assiégée évoquent d'éprouvantes périodes de faim. « Je ne sais même plus quand j'ai vu pour la dernière fois un poulet ou un mouton », s'exclame un enfant.

«Aujourd'hui encore, mes filles se réveillent pendant la nuit, apeurées. Elles demandent leur mère. Leur mère leur manque. Elle nous manque.»



Abu Hani, dont l'épouse et le bébé ont été tués quand deux roquettes sont tombées sur leur maison dans la vieille ville de Homs, pose avec ses trois filles. Après deux ans et demi passés loin de chez eux, ils sont de retour dans leur maison, qu'ils ont pu réparer avec l'aide d'associations caritatives. Janvier 2017.

Dans une autre ville assiégée, les habitants ont dû se contenter d'un seul repas très frugal par jour : généralement, une soupe composée d'eau et de farine de blé ou d'orge. Parfois, les gens mangeaient du riz ou du boulgour, quand il y en avait. Des femmes ont dit aux délégués du CICR venus sur place que les plus jeunes de leurs enfants ignoraient à quoi pouvait ressembler un fruit.

Il est extrêmement difficile, pour les organisations humanitaires, de faire parvenir des vivres et autres biens d'importance vitale – fournitures médicales, notamment – aux habitants des villes assiégées. C'est la raison pour laquelle les organisations humanitaires continuent de

lancer des appels urgents en demandant l'accès aux villes assiégées.

Le DIH n'interdit pas les sièges dirigés exclusivement contre les installations militaires d'un ennemi, mais il interdit certaines pratiques, ou méthodes de guerre, communément associées aux sièges et consistant, par exemple, à affamer délibérément la population civile. De plus, ce droit demande aux parties de s'assurer que les malades et les blessés reçoivent les soins médicaux dont ils ont besoin. Dans la conduite de leurs opérations militaires, les parties – celle qui est assiégée comme celle qui assiège – doivent veiller en permanence à ne pas nuire aux civils.

FAIRE FACE DANS UNE SITUATION DÉSESPÉRÉE

Dans un camp pour personnes déplacées, un groupe d'enfants ayant récemment quitté une ville syrienne assiégée pouvaient à nouveau jouer. « Je suis si heureux ici », s'exclame l'un des enfants. « Je peux enfin courir de tous les côtés. Avant, nous vivions dans les sous-sols de la ville, nous pouvions rarement aller à l'extérieur à cause des tirs. Nos seuls jouets, c'étaient des morceaux de pierre. »

Devant souvent vivre dans des environnements urbains dévastés, les populations assiégées apprennent à se débrouiller sans électricité ni eau courante, faisant preuve d'une résilience extraordinaire. Quand les produits ménagers quotidiens ne sont plus disponibles sur les marchés locaux, les gens utilisent de la cendre pour laver leurs vêtements. Certains fabriquent leur propre combustible grâce à un

processus improvisé permettant de raffiner le plastique. Ils font bouillir dans des cylindres, pendant environ neuf heures, des petits morceaux de plastique pour produire un liquide, connu sous le nom de *talqa*, qui peut ensuite être utilisé pour faire marcher des générateurs, des vélomoteurs, des pompes à eau et d'autres machines.

L'eau potable est également une denrée précieuse et rare. Les forages disponibles sont destinés à l'arrosage des cultures. L'eau doit donc être bouillie avant d'être consommée, mais certaines personnes boivent directement cette eau, au risque de contracter des maladies transmises par l'eau. L'eau des forages est également distribuée par camion dans certains quartiers. Toutefois, à cause de la pénurie de carburant, les générateurs qui alimentent les pompes à eau ne fonctionnent qu'une à trois heures par jour.

LES SOINS DE SANTÉ DANS LES VILLES ASSIÉGÉES

Pour les hôpitaux, le manque d'eau propre et de nutrition adéquate se solde par davantage de cas d'infection intestinale. Ces malades viennent s'ajouter au nombre constant de patients blessés par armes à feu ou explosion. De nombreux hôpitaux sont également pris sous le feu des combattants ou souffrent d'une pénurie aiguë de matériel et d'équipement médicaux essentiels (anesthésiques, antibiotiques et liquides intraveineux compris). De plus, les quelques rares fournitures de base pouvant être trouvées sur place coûtent souvent extrêmement cher, alors même que les hôpitaux manquent de revenus ou d'un financement fiable.

Le personnel des hôpitaux utilise souvent des générateurs pour se prémunir contre les fréquentes coupures d'électricité, mais certains services de santé indispensables sont indisponibles en raison de la pénurie de carburant. Du fait de l'effondrement de l'économie locale ou de l'absence d'allocation de fonds publics, les hôpitaux n'ont pas suffisamment de ressources

pour payer les salaires de leur personnel ; médecins, personnel infirmier et personnel d'appui déploient souvent des efforts héroïques pour permettre aux structures de santé de continuer de fonctionner, alors qu'ils ont eux-mêmes de la peine à nourrir leurs propres familles. De plus, comme de nombreux autres secteurs de la société, les hôpitaux des villes assiégées manquent cruellement d'effectifs.

Dans de nombreux cas, les organisations humanitaires fournissent des médicaments, du matériel et des équipements médicaux ainsi que d'autres formes de soutien, y compris de l'argent destiné au paiement des salaires du personnel. Néanmoins, en raison de l'accès restreint aux zones assiégées, une telle aide est à la fois irrégulière, insuffisante et, dans certains cas, impossible à poursuivre.

De plus, il n'y a souvent que peu de lieux situés en dehors des zones urbaines vers lesquels les gens peuvent fuir, car seules les villes disposent des ressources nécessaires pour pourvoir aux besoins d'un grand nombre de personnes.



Les restrictions pesant depuis juillet 2015 sur le mouvement de marchandises vers et dans la ville de Taïz ont contraint de nombreux habitants à entreprendre des voyages difficiles et parfois périlleux, sur des routes de montagne escarpées, pour aller chercher de la nourriture et d'autres biens de première nécessité. Taïz, mont Sabir, Talouk. Juillet 2016.



S'ÉCHAPPER D'UNE VILLE EN GUERRE ET Y REVENIR : DES EXPÉRIENCES TERRIFIANTES

Avec leurs propres mots

Le récit d'Ammar et de Ranim

Ammar et Ranim ont été directement confrontés à la terrible réalité de la guerre urbaine. Ils racontent comment ils ont d'abord fui en 2012, avec leur fille encore bébé, la ville syrienne de Homs, déchirée par la guerre; ils ont ensuite vécu dans deux villes voisines, avant de finalement retourner à Homs. Ammar évoque également le moment où la famille est revenue pour la première fois dans leur ancienne maison, à Homs. Leur histoire ressemble à celle des quelque six millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie. Voir, ci-dessous, la section sur les personnes déplacées, page 46.

Ammar : Au moment où nous arrivions près de la place de la vieille horloge, à Homs, des tirs nourris ont éclaté. Un groupe d'opposition a attaqué et les soldats de l'armée syrienne ont riposté, tirant depuis un immeuble proche de l'endroit où notre voiture était stationnée. J'étais debout devant la voiture, ma femme et notre bébé étaient sur le siège arrière. Des douilles de balles ont frappé les vitres de la voiture.

Ranim : Finalement, après quelques moments effrayants, nous avons réussi à regagner notre maison sans encombre.

Ammar : À ce moment-là, des checkpoints étaient en train d'être installés dans notre quartier, et l'électricité et l'eau étaient coupées. Tous les services de première nécessité disparaissaient graduellement.

Cela étant, il n'est ni facile ni sans danger de quitter une ville en conflit. Ammar et Ranim se souviennent de l'épisode dramatique de leur départ pour la ville voisine de Tartous.



Ammar visite son ancien quartier à Homs, en Syrie. Janvier 2017.

Ammar : Nous sommes arrivés au premier checkpoint, où il y avait beaucoup de soldats. Un officier s'est approché et m'a demandé ce que nous faisons là. Je lui ai répondu que nous allions à Tartous. Il m'a laissé passer, mais en me disant de conduire le plus vite possible. J'ai fait ce qu'il avait dit, mais une minute plus tard, nous sommes tombés sur un autre checkpoint. Là, les soldats ont immédiatement pointé leurs fusils sur nous. J'ai fait un geste du bras par la fenêtre ouverte. Ma femme a eu très peur.

Un officier s'est approché de la voiture, l'air fâché. « Qui êtes-vous ? », a-t-il demandé. Je lui ai dit que j'allais à Tartous avec ma famille. Il a répondu que s'il n'avait pas vu le bébé, il aurait donné l'ordre à ses soldats de commencer à tirer sur notre voiture. « Elle vous a sauvé la vie », nous a-t-il dit avant de nous laisser continuer notre route.

Finalement, la famille est allée vivre dans une autre partie de Homs pour permettre à Ranim de reprendre son travail d'enseignante. Elle dépendait cependant des organismes de charité pour les couches, les vêtements et le lait de leur bébé.

Ammar : Au bout de deux ans, le siège a pris fin. J'étais dans le premier groupe qui est revenu dans notre quartier. Je suis allé directement vers notre logement. Notre rue était bloquée par des barrières. J'ai donc dû entrer dans un premier immeuble, sauter dans le suivant et continuer jusqu'à ce que j'arrive chez nous. Je ne peux pas vous dire ce que j'ai ressenti. J'étais sous le choc. Tout le mobilier avait été saccagé, l'un des murs était démoli... J'ai cherché et retrouvé certaines de nos possessions les plus importantes – des choses qui avaient une grande valeur sentimentale pour nous, des choses qui ravivaient des souvenirs.

Ranim : J'ai appelé Ammar. Il pleurait en me parlant.

Ammar : Oui, je pleurais parce que je ne savais pas pourquoi tout cela m'était arrivé. Pourquoi est-ce que tout cela nous est arrivé ?

« SI NOUS ÉTIONS RESTÉS, NOUS NE SERIONS PLUS EN VIE »

Fuir vers, dans ou hors des villes en guerre : les difficultés rencontrées par les déplacés internes dans les zones urbaines

Durant les conflits armés, les gens quittent leur foyer pour diverses raisons, mais surtout dans le but de se protéger et de protéger leur famille. Quitter leur ville peut être pour eux le seul moyen d'avoir la vie sauve. Dans certains cas, et souvent en violation du DIH, des personnes sont contraintes au déplacement forcé. Parmi celles qui se déplacent de leur plein gré, certaines partent en hâte, d'autres ont soigneusement planifié leur départ ; certaines emportent quelques effets personnels essentiels, d'autres ne partent qu'avec les vêtements qu'elles ont sur elles. Quelle que soit la manière dont ces personnes fuient, le déplacement a des conséquences importantes et à long terme non seulement pour les individus et les familles

concernés, mais aussi pour les communautés d'accueil et le pays tout entier, en particulier en cas de situation de déplacement prolongé.

Quelque 17,5 millions de personnes²⁴ ont fui leur foyer pour des raisons liées aux conflits en cours en Irak, Syrie et Yémen ; la plupart (quelque 11,9 millions) sont restées dans leur propre pays. Ces « personnes déplacées internes » (PDI) figurent parmi les civils les plus vulnérables. Les PDI restent souvent exposées aux attaques et ne parviennent pas toujours à se rendre dans des zones entièrement sûres ; de plus, ils sont souvent contraints de se déplacer à maintes reprises, les lieux d'accueil devenant dangereux à leur tour.

« Nous vivions bien, confortablement. Nous avions une maison. J'avais un travail et un salaire mensuel stable. Quand la violence a éclaté, j'ai perdu mon emploi, comme bien d'autres. Nous avons tout perdu.

Maintenant, il me faut emprunter de l'argent pour acheter du lait pour mes enfants. Il n'y a pas d'école ici et je n'ai pas les moyens de payer un transport scolaire. Mon fils souffre d'une maladie de la peau, mais je n'ai pas de voiture pour l'emmener à l'hôpital suivre un traitement. »

— Un père de famille irakien qui a fui la ville de Sinjar en 2014 et, depuis lors, n'a cessé de se déplacer d'un lieu à l'autre avec les siens.



I. Sherkhani/CICR

Des personnes déplacées par les combats à Mossoul forment une file d'attente lors d'une distribution alimentaire du CICR et du Croissant-Rouge irakien dans un camp hébergeant 250 000 personnes. Janvier 2017.



S. Tarabishi/CICR

Marianne Gasser, cheffe de la délégation du CICR, avec deux jeunes enfants déplacés originaires d'Alep. Comme beaucoup d'autres, la famille de ces enfants a été à nouveau contrainte de fuir quand des combats ont éclaté dans cette zone. Juillet 2016.

En quête de sécurité, de nourriture, de logement, de soins de santé et de travail, les PDI se déplacent parfois de ville en ville. Rien ne garantit cependant que ces personnes trouveront ce qu'elles recherchent, les ressources locales étant déjà mises à rude épreuve ou considérablement réduites du fait de la proximité des combats. La ville d'Alep – théâtre de l'une des pires batailles urbaines de l'histoire récente – avait attiré des milliers de Syriens vivant dans les environs. Malgré la violence, des parties de la ville paraissaient encore relativement sûres et sans doute des familles et des individus ont-ils choisi de s'y rendre en raison de la proximité avec leurs lieux d'origine. Les lignes de front n'ont cependant pas cessé de fluctuer : certaines zones précédemment sûres étant touchées par les combats, beaucoup de déplacés ont dû fuir à nouveau.

Tout cela vient témoigner de l'ampleur des souffrances infligées à la population. « Dans certaines zones où je me suis rendue, les destructions sont énormes et absolues », déclare Avril Patterson, qui a été coordonnatrice Santé du CICR en Syrie au cours des trois dernières années. « Vous êtes là, devant des bâtiments

complètement détruits ou absolument inhabitables ; puis, vous entrez, et vous découvrez qu'il y a un hôpital de campagne dans le sous-sol. »

Le niveau de destructions et les méthodes de la guerre urbaine moderne expliquent notamment pourquoi des familles et des individus doivent quitter leur domicile et leur communauté. Dans certains cas, le manque total de services essentiels, indispensables à la survie de la population force des communautés entières à se déplacer rapidement dans le seul but de pouvoir bénéficier de soins médicaux urgents. Prenons l'exemple de Mossoul, en Irak. « De nombreux blessés ont eu beaucoup de peine à obtenir des soins médicaux à Mossoul », déclare Sarah al-Zawqari, déléguée Communication du CICR en Irak. « J'ai entendu parler d'un garçon de 13 ans blessé par balle alors qu'il tentait de fuir les combats ; il a dû attendre trois à quatre heures avant de pouvoir être évacué. De même, un homme m'a raconté que sa femme enceinte avait commencé à ressentir des contractions mais qu'il leur a fallu sept ou huit heures pour sortir de la ville et trouver un hôpital de campagne où l'accouchement a pu avoir lieu. »

DÉPLACÉS MAIS INVISIBLES

Quelles que soient les raisons qui les poussent à quitter leur foyer, la situation des personnes qui cherchent refuge dans des villes est souvent rendue encore plus difficile par le fait que ces déplacés sont habituellement moins visibles que ceux qui fuient vers des zones rurales ou des camps spécialement aménagés pour les accueillir. Dans certaines villes de Syrie, par exemple, des bâtiments abandonnés ou non terminés ont été transformés en abris collectifs ; un certain nombre de familles s'y sont installées tant bien que mal, mais beaucoup d'autres sont allées vivre auprès de membres de leur famille. »

Le mouvement massif de personnes vers Alep-Ouest, en août 2016, illustre ce phénomène de manière frappante. Des milliers de personnes ont fui leur foyer et se sont installées partout où cela était possible, y compris dans des lieux publics – parcs, mosquées ou écoles – et dans des bâtiments encore en construction. Nombre de ces bâtiments non terminés n'avaient ni cloisons, ni toilettes, ni eau courante. Des structures initialement conçues comme des logements de luxe étaient devenues des abris collectifs non officiels, sans réseaux d'eau et d'eaux usées ni voies d'accès. Les organisations humanitaires ont dû improviser leur réponse à cette situation : elles ont, par exemple, aménagé une isolation pour protéger les gens contre le froid ou la chaleur ; des cloisons ont été posées et des solutions à court terme ont été trouvées pour assurer l'approvisionnement en eau.

Les besoins des déplacés sont souvent très complexes et l'assistance matérielle ne suffit pas. Dans le chaos des départs soudains et précipités, par exemple, les séparations de familles sont fréquentes ; souvent, aussi, les déplacés perdent ou laissent derrière eux les documents officiels qui leur sont ensuite nécessaires pour avoir accès aux services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation.

Nombre de déplacements ont lieu sans que les autorités ou les organisations humanitaires en soient au courant. Il est donc souvent difficile de savoir où se trouvent les déplacés, quels sont leurs besoins et comment y répondre efficacement – en particulier dans le cas de groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les personnes handicapées et les enfants séparés de leurs parents. Dans les villes (les plus grandes, en particulier), il est plus difficile encore d'identifier et de secourir les déplacés à cause de leur dispersion.

Des systèmes ont été mis en place dans certaines villes afin de pouvoir suivre les mouvements des déplacés, mais leur tenue à jour est souvent impossible. Le nombre de déplacés se trouvant dans ces villes risque donc d'être fortement sous-estimé. Il est difficile de répondre entièrement et efficacement aux besoins en se basant sur des informations approximatives.

Une famille emprunte une route de montagne, non pavée et boueuse, pour fuir les zones assiégées de la ville de Taïz, au Yémen. Novembre 2016.



RENTREZ CHEZ SOI

Les conditions de sécurité dans leur lieu d'origine n'est pas le seul motif de préoccupation des personnes qui souhaitent regagner leur foyer ; la perte de documents officiels peut également leur occasionner toute une série de problèmes du fait, notamment, que les gouvernements imposent parfois des obstacles bureaucratiques à la réintégration. La destruction de leurs biens est un autre souci majeur car, dans la plupart des cas, les intéressés ne possèdent ni l'argent ni les moyens nécessaires pour reconstruire leur habitation.

« Bien souvent, les gens veulent rentrer chez eux aussi tôt que possible ; ils craignent de perdre leur appartement, ou de le trouver occupé par des intrus », relève Avril Patterson. « Rentrer chez soi est une manière de retrouver son identité, mais tout dépend de ce qu'ils vont trouver à leur retour. »

Dans bien des villes touchées par un conflit au Moyen-Orient, les déplacés ne retrouveront presque plus rien en rentrant chez eux. Prenons le cas de Ramadi, en Irak. Selon diverses sources²⁵, quelque 2000 immeubles et 48000 maisons ont été détruits, en totalité ou en partie ; de plus, des infrastructures essentielles – plusieurs ponts, l'hôpital principal, la gare principale et une station d'épuration des eaux desservant plus de la moitié des habitants de Ramadi – ont été détruites.

UNE PERTE PROGRESSIVE

Les déplacés ont parfois la douleur de tout perdre d'un seul coup, mais les pertes progressives peuvent être tout aussi dévastatrices. Le déplacement prolongé et répété a souvent pour effet d'épuiser les ressources des personnes qui sont initialement parvenues à stabiliser leur situation et à recouvrer certains actifs, souvent avec l'aide d'amis et de membres de leur famille.

Prenons le cas de Jamal* et de sa famille. En 2015, les raids aériens et les combats à Saqqin, son village proche de la ville de Saada, au Yémen, l'ont contraint, avec son épouse et ses huit enfants, à aller chercher refuge dans un faubourg de Sanaa, la capitale du pays. Avant la guerre, Jamal, maintenant âgé de 50 ans, avait un emploi stable d'ouvrier agricole ; depuis qu'il a fui son village, il n'a pas réussi à retrouver du travail et s'est lourdement endetté. Deux de ses enfants ont un cancer.

À Mossoul, un vieil homme entre dans sa maison, détruite lors de récents affrontements. Les personnes âgées font face à de très graves difficultés quand elles doivent fuir leur foyer. Très souvent, leur santé trop fragile les empêche de partir, même en cas de combats violents. Mars 2017.



Jamal est désespéré de ne pouvoir subvenir aux besoins de ses proches qui sautent régulièrement des repas, faute d'argent pour se procurer de la nourriture.

« Il ne nous reste plus rien », déclare Jamal. « J'ai vendu l'or de ma femme et tout ce que nous possédions. Je n'ai pas les moyens d'emmener mes enfants à l'hôpital. Nous vivons dans une maison, mais je n'ai plus d'argent pour payer le loyer. Mes enfants ne sont pas du tout allés à l'école l'année dernière [en 2016] à cause de notre situation. »

* Nom fictif



P. Krzysiek/CICR

Alep. Un enfant boit de l'eau tirée d'un puits artésien réparé par le CICR. Août 2015.

DES SYSTÈMES URBAINS COMPLEXES

« NOTRE OBJECTIF : PRÉSERVER LA NEUTRALITÉ DE L'EAU »

La guerre dans les villes et leur périphérie perturbe le réseau de services indispensables à la survie des habitants

Hamed* est technicien et travaille dans une usine de traitement de l'eau dans la banlieue sud-est d'Alep. Il a dû relever de nombreux défis alors qu'il s'efforçait de maintenir les services à la population syrienne.

« Pendant la crise, nous avons dû travailler dans deux stations de pompage [et] nous traversons les lignes de front une fois par semaine, en coordination avec nos partenaires humanitaires et les parties sur le terrain », déclare Hamed.

L'une des stations de pompage a été capturée par des groupes armés pendant un certain temps et pillée pour ses câbles en cuivre.

« Notre objectif était à la fois de faire fonctionner la station et de préserver la neutralité de l'eau », déclare Hamed. « Nous avons passé des moments terribles ; nous avons l'impression d'être les personnages d'un film d'horreur. » Pendant une mission à haut risque, alors que les techniciens se rendaient dans une zone contrôlée par trois différentes parties au conflit, des affrontements ont éclaté. Hamed a été blessé et a dû être emmené à l'hôpital.

** Nom fictif*

L'EAU DOIT COULER, MÊME EN TEMPS DE GUERRE

Les attaques dues à de puissantes armes explosives affectent souvent des biens indispensables à la survie de la population civile et elles entravent le fonctionnement des infrastructures de base (stations de transfert des eaux, lignes électriques ou canalisations d'égouts souterraines, notamment). De tels dommages sont des phénomènes bien trop fréquents dans la guerre urbaine d'aujourd'hui.

Le CICR et ses partenaires, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, rappellent à l'ensemble des belligérants qu'ils ont l'obligation de respecter et de ne pas endommager ces infrastructures d'importance vitale. Ils collaborent en outre avec leurs interlocuteurs locaux – régies des eaux et fournisseurs de services – afin de renforcer les services existants en matière d'eau, d'électricité et d'assainissement pour leur permettre de supporter le type de batailles prolongées qui se déroulent aujourd'hui dans les villes du Moyen-Orient²⁶.

« Pour éviter de telles crises, nous avons besoin de services capables de répondre aux chocs et tensions provoqués par les conflits, d'en absorber les effets et de revenir à la normale aussi rapidement que possible, dès que les circonstances le permettent », déclare Michael Talhami, le coordonnateur des programmes Eau et Habitat du CICR pour le Proche et le Moyen Orient.

Dans de nombreuses villes du Moyen-Orient, les sources d'eau et les stations de pompage

sont situées au-delà des limites de la ville ou dispersées – certaines conduites d'eau d'importance vitale traversent donc des territoires contrôlés par des combattants armés ennemis. Avant d'augmenter le nombre de sources d'eau, des évaluations détaillées des risques doivent être effectuées. Il s'agit d'éviter que l'une ou l'autre partie de la ville soit privée d'eau si les lignes de front se déplacent ou si l'équipement subit des dégâts. À Taïz, par exemple, le CICR – en collaboration avec la régie des eaux locale – a réparé des puits existants et en a aménagé de nouveaux, à l'intérieur et à l'extérieur de la ville, et il couvre maintenant près de 90% des besoins en eau potable de la ville.

Dans l'ouest du Yémen, alors que les combats commençaient à s'intensifier cette année dans la ville d'Hodeïda, un port sur la mer Rouge, le CICR a collaboré avec la régie des eaux locale en vue d'augmenter le nombre de points d'eau dans toute la ville: en cas d'interruption des services d'approvisionnement en eau, la population locale disposerait ainsi d'une solution de rechange. Des éléments essentiels de l'équipement – qui peuvent souvent être très spécialisés – ont été commandés à l'avance car il faut parfois attendre plusieurs mois avant de recevoir et de pouvoir installer de nouveaux éléments dans des systèmes anciens. Une telle attente serait critique pour des personnes qui ont besoin d'eau propre et de services d'assainissement. Il est crucial d'être proactif très tôt, car il peut être extrêmement difficile d'augmenter l'approvisionnement en eau une fois que les combats font rage dans une ville.



Un ingénieur du CICR et un employé de la régie des eaux locale effectuent le branchement de la conduite d'eau qui alimentera un quartier de la ville de Sanaa, au Yémen. Décembre 2016.

UN ENVIRONNEMENT SOUS PRESSION

Malheureusement, ces conflits – de même que les efforts humanitaires visant à rétablir les services – surviennent alors que la région souffre d'une pénurie d'eau depuis plusieurs décennies. Le Moyen-Orient tout entier est confronté à des défis majeurs : infrastructures vieillissantes et présentant des fuites, sécheresse, diminution des aquifères et abaissement des nappes phréatiques, désertification des terres arables et accumulation des sels dans les sols²⁷.

Pourtant, selon les experts, creuser davantage de puits artésiens pour avoir de l'eau dans les situations d'urgence n'est pas une démarche pérenne. « L'épuisement progressif des réserves d'eau dans ces forages est déjà évident et extrêmement alarmant », déclare Maurizio Peselj, chef de l'équipe Eau et Habitat du CICR à Alep.

Par conséquent, la réponse des agences et organisations humanitaires internationales doit tenir compte de toute une série d'éléments complexes : la nature des services urbains essentiels, qui sont à la fois multifformes et interconnectés ; les effets cumulatifs, directs et indirects, des conflits, aggravés par des violations récurrentes du DIH ; la sécurité du personnel ; l'accès aux personnes ayant besoin d'aide ; la démarche en faveur d'un environnement de travail hautement sécurisé ; enfin, un financement insuffisant par rapport à l'ampleur des besoins et à leur durée²⁸.

Malgré la complexité de la tâche, l'étendue des dégâts ainsi que les dangers et les épreuves à surmonter, Hamed*, l'employé du service des eaux d'Alep est confiant : les efforts qu'il a déployés pour que l'eau continue de couler seront payants. « À travers l'histoire, cette ville a survécu à de nombreuses crises et à des séismes ; elle s'est adaptée à des situations très difficiles », déclare Hamed. « Alep sera à nouveau une ville prospère – elle sera reconstruite. »

*Nom fictif

Un ingénieur du CICR vérifie le moteur d'un générateur électrique à l'hôpital al-Thawra, à Hodeïda, au Yémen. Mai 2016.



CICR



F. Al-Homadi/CICR

Des résidents sont venus se ravitailler à un point d'eau aménagé par le CICR près de Taïz, au Yémen. Août 2016.



Al-Madinah al-Siyahiyah, en Irak. Les gens remplissent leurs bouteilles. Le CICR a réparé la station de pompage et de filtration de l'eau, endommagée lors des combats. Janvier 2015.

Les villes contribuent énormément aux économies nationales et régionales, en soutenant l'agriculture, l'industrie et le commerce. Elles sont également dépendantes des ressources externes. La nourriture consommée par leurs habitants provient majoritairement de fermes situées soit dans leur périphérie, soit bien plus loin. Le carburant nécessaire au fonctionnement des voitures, camions, générateurs électriques et systèmes de chauffage provient habituellement de puits et de raffineries de pétrole qui se trouvent à une certaine distance des centres résidentiels. Les centrales électriques, les voies d'approvisionnement, les usines de traitement de l'eau et des eaux usées sont également souvent situées au-delà des limites de la ville.

Même distants, les combats peuvent donc avoir des conséquences dramatiques pour les résidents urbains. Quand les combats atteignent la ville elle-même, les lignes de front passent parfois à travers des lignes électriques, des canalisations d'eau et des conduites d'égouts qui distribuent ces services dans toute la ville; de plus, de nombreux réseaux interdépendants d'approvisionnement en électricité et en eau risquent de tomber sous le contrôle de différentes factions armées. Garder la population en vie et en bonne santé pendant les conflits prolongés constitue donc une tâche extrêmement complexe.

ONDES DE CHOC

Guerre urbaine : les effets dévastateurs des armes explosives à large rayon d'impact

Dans les conflits actuels au Moyen-Orient, des armes explosives à large rayon d'impact sont trop souvent employées dans des zones peuplées. Les conséquences sont catastrophiques pour les civils et pour les infrastructures civiles.

Le large rayon d'impact des armes explosives peut être dû aux larges rayons de déflagration et de fragmentation de la munition utilisée, au manque de précision du système de lancement et/ou au lancement de munitions multiples sur de vastes étendues. Parmi les armes explosives à large rayon d'impact figurent les bombes de gros calibre et les missiles, y compris à guidage laser, les bombes non guidées larguées ou lancées à partir d'aéronefs, les missiles et les roquettes, les systèmes d'armes à tir indirect telles que mortiers non guidés, roquettes et pièces d'artillerie, lance-roquettes multiples

et certains types d'engins explosifs improvisés. Ces armes explosives ne tuent pas seulement par effet de souffle, mais également en projetant dans l'air, dans toutes les directions, des fragments de l'arme elle-même ou des fragments secondaires²⁹.

Dans la guerre urbaine, les combats se déroulent dans des quartiers où les combattants se mêlent aux civils. Même quand leur cible est un objectif militaire, les armes explosives à large rayon d'impact sont susceptibles d'avoir des effets indiscriminés si elles sont employées en zones habitées. De plus, comme des objectifs militaires légitimes se trouvent au milieu des civils – ainsi que des habitations, des hôpitaux et des écoles –, l'emploi d'armes explosives a des conséquences catastrophiques pour la population civile.





Bâtiment civil partiellement détruit dans la ville de Taïz, dévastée par la guerre. Décembre 2016.

AU-DELÀ DE LA ZONE D'IMPACT

Outre les pertes humaines et les destructions causées dans la zone d'impact immédiate, l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact peut avoir diverses conséquences à long terme pour une ville. Quand les infrastructures civiles essentielles sont endommagées ou détruites, les services essentiels sont perturbés ou interrompus ; les civils subissent alors des préjudices graves et étendus, y compris les blessures et la mort.

Le caractère destructeur des bombardements prolongés et intenses constitue l'une des raisons essentielles de la fuite de la population.

La destruction presque complète de certains quartiers urbains signifie que, même si les combats devaient un jour prendre fin, de nombreux habitants de villes telles que Homs, Ramadi, Alep et Taïz ne trouveraient plus rien à leur retour.

Ce sont-là quelques-unes des raisons pour lesquelles le CICR et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge exhortent les parties aux conflits armés à éviter l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact dans les zones densément peuplées³⁰.

ARMES CHIMIQUES

Malgré l'interdiction absolue du recours à ces armes, les allégations d'emploi d'armes chimiques restent bien trop fréquentes

Les allégations répétées d'emploi d'agents de guerre chimiques et d'utilisation du chlore en tant qu'arme chimique, en Irak et en Syrie, sont extrêmement préoccupantes. Les armes chimiques sont absolument interdites par le DIH, et toutes les parties doivent s'abstenir de les employer. Les équipes du CICR suivent ces questions de près et rappellent cette interdiction absolue à toutes les parties au conflit, ainsi que leur obligation de respecter le droit international.

Les agents chimiques toxiques ou les pathogènes biologiques ont des effets potentiellement nocifs, voire même mortels, pour les personnes directement affectées; ils sont également susceptibles de contaminer les personnels de santé ainsi que les ambulances, les salles d'opérations et même des hôpitaux tout entiers, rendant inutilisables les structures de santé au moment même où elles sont le plus nécessaires. Cette préoccupation n'est pas hypothétique, comme cela a été montré récemment par l'utilisation apparente d'un agent chimique toxique à Mossoul, où 15 patients – y compris des enfants – présentant des symptômes cliniques associés à l'exposition à un agent chimique vésicant ont été admis à l'hôpital³¹.

La fréquence croissante des conflits urbains a également conduit les organisations humanitaires à repenser et améliorer leurs méthodes destinées à aider les villes à se préparer à des épisodes de violence intense et à en atténuer les risques. En Irak et en Ukraine, l'une des mesures prises par l'unité «Contamination par les armes» du CICR consiste à identifier les sites industriels et autres lieux où sont susceptibles d'être stockés des produits chimiques toxiques ou d'autres matières dangereuses. Cette information peut être d'importance capitale lors de la préparation à un éventuel événement impliquant un grand nombre de victimes, causé par le bombardement accidentel ou intentionnel d'installations industrielles situées à proximité de zones urbaines à forte densité de population.

En Irak, l'unité «Contamination par les armes» du CICR collabore avec les hôpitaux et les centres de santé pour les aider à renforcer leur capacité à faire face à un afflux massif de patients dû à l'emploi soit d'armes explosives classiques soit d'agents chimiques toxiques. L'unité a également fourni à deux structures de santé situées près de Mossoul une formation et un équipement pour les aider à prendre en charge des patients contaminés par des produits chimiques toxiques ou des agents de guerre chimique.



Des spécialistes de l'unité « Contamination par les armes » du CICR dispensent au personnel d'un centre de santé près de Mossoul, en Irak, une formation relative à la prise en charge en toute sécurité de personnes ayant été exposées à des agents chimiques ou biologiques. Novembre 2016.

UN HÉRITAGE MEURTRIER

Les munitions non explosées continuent de tuer même après la fin des combats

Selon les estimations, environ 10 à 15% des bombes, roquettes, obus et bombes à sous-munitions employées dans les conflits n'explosent pas au moment de l'impact. Elles restent enterrées dans le sol ou dissimulées dans les ruines et les décombres, faisant courir de graves dangers aux personnes vivant dans des zones de conflits urbains.

Ces munitions non explosées menacent également la sécurité des personnes qui participent aux opérations de secours immédiat ou à des actions à plus long terme visant à rétablir les services d'utilité publique ou à rendre les routes praticables et les bâtiments habitables.

C'est la raison pour laquelle l'unité « Contamination par les armes » du CICR s'emploie, là où cela est possible (en Irak, par exemple),

à localiser, enlever et détruire les armes non explosées. Elle collabore en outre avec des partenaires locaux, y compris les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, afin d'éduquer le public et le sensibiliser au caractère dangereux de ces restes explosifs de guerre.

À plus long-terme, la reconstruction des quartiers urbains contaminés par les munitions non explosées est à la fois risquée et coûteuse, étant donné le soin avec lequel il convient de vérifier que toutes les zones sont à nouveau sûres avant de pouvoir y amener l'équipement nécessaire au déblaiement des décombres.

Un membre de l'unité « Contamination par les armes » du CICR sonde le sol, cherchant à détecter d'éventuelles bombes non explosées autour d'une station de pompage près de Mossoul, en Irak. Février 2017.





Deux collaborateurs du CICR évaluent les destructions causées à Saada, au Yémen, par le conflit en cours. Juillet 2015.

Fortement contaminée par des restes explosifs de guerre, la ville de Saada, au Yémen, est également gravement polluée par des sous-munitions d'armes à dispersion. La ville est emblématique de l'héritage meurtrier laissé par ces armes dans différentes régions du pays, un héritage trop lourd pour que le Centre exécutif d'action antimines yéménite (YEMAC) puisse faire face et procéder au déminage en toute sécurité. Ces derniers mois, plusieurs démineurs ont été tués dans des incidents liés à ces armes qui, du fait du nombre qui a été utilisé et, dans de nombreux cas, de leur complexité technologique, présentent des défis importants et à long terme nécessitant une action urgente et concertée.



Au Yémen, un jeune garçon est assis dans les ruines de sa maison familiale. Juillet 2016.

M. Al Qanas/CICR

L'IMPACT ÉMOTIONNEL, PSYCHOLOGIQUE ET PSYCHOSOCIAL

« J'AI SENTI QUE JE SOMBRAIS »

Au-delà des blessures physiques, les conflits urbains prolongés peuvent laisser des cicatrices psychologiques bien réelles et durables

Tout événement traumatique peut avoir – sur le plan émotionnel, psychologique et psychosocial – des répercussions de longue durée, parfois ressenties tout au long de la vie. Pour quiconque se trouve pris au piège d'un conflit urbain prolongé, les épisodes de violence ou de brutalité épouvantables peuvent être une réalité à affronter presque quotidiennement, et parfois pendant plusieurs années.

Pour bien des personnes comme Mahmoud* et Om Ali*, ce traumatisme est alors suivi par une période d'instabilité et d'insécurité liée au déplacement prolongé. Mahmoud et Om Ali habitaient dans la ville de Taïz, au Yémen, que le couple a quittée avec ses deux enfants après que la maison familiale a été détruite dans les combats.

La famille s'est réinstallée dans la ville de Sanaa. Mahmoud et Om Ali ont eu du mal à pourvoir aux besoins les plus essentiels – nourriture, vêtements et éducation – de leurs enfants. « Je suis affecté psychologiquement, physiquement et moralement », déclare Mahmoud. « Tout a changé dans ma vie. Quand mes enfants ont besoin de quelque chose, je ne peux pas le leur donner. Je suis frustré. Je suis mort plusieurs fois à cause de cela. »

Om Ali voit elle aussi l'impact de la guerre sur le bien-être psychologique de toute la famille. « Mes fils sont totalement dévastés », déclare-t-elle, en ajoutant que son fils aîné ne va plus à l'école à cause de problèmes psychologiques. « Mon mari travaillait, mais à cause de la guerre, il n'a plus d'emploi. Maintenant, il souffre de troubles mentaux [et] il frappe ses fils. »

Quand des personnes vivent de telles épreuves, elles ont souvent le sentiment que leur personnalité et leur bien-être leur sont arrachés. Sami*, 29 ans, vit maintenant à Beyrouth, au Liban, où il peine à retrouver un semblant de normalité. « Je veux simplement aller bien. Pas facile quand on a vécu ce que j'ai vécu. J'ai vu mourir ma ville. J'ai senti que je sombrais. Je ne sais pas si j'irai bien un jour, mais c'est ce que je veux. »

** Noms fictifs*

Des personnes civiles et des communautés font souvent preuve d'une résilience remarquable et parviennent à s'adapter aux conditions les plus dures. Cela se révèle cependant particulièrement difficile quand un conflit est en cours : une inquiétude permanente pour la sécurité de ceux que l'on aime et une angoisse insurmontable à propos de la nourriture et d'autres biens de première nécessité viennent encore aggraver toutes les difficultés personnelles associées à une situation déjà traumatisante. Certaines personnes réagissent par de la colère ou du désespoir, alors que d'autres se résignent calmement à leur sort. Chagrin intense et peur sont souvent présents.

La plupart des gens sont malgré tout capables de continuer à fonctionner et de surmonter les épreuves qu'ils ont traversées, mais d'autres souffrent d'un traumatisme psychologique incapacitant. Plusieurs facteurs distinguent les dommages psychologiques causés par la guerre urbaine. À cause de la proximité des combats et du bruit constant des explosions, les habitants des zones densément peuplées sont régulièrement exposés à des événements épouvantables, au cours desquels beaucoup de gens sont tués



Une jeune fille dans le camp de Debaga, qui accueille des personnes déplacées par les combats à Mossoul, en Irak. Novembre 2016.

ou gravement blessés. Trois facteurs viennent encore renforcer l'impact psychologique : l'absence de toute zone « sûre » dans laquelle familles et individus pourraient se sentir en sécurité ; le bouleversement de la vie familiale et sociale ; enfin, le non-fonctionnement des services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation.

En même temps, l'ampleur des besoins potentiels est telle qu'il est fréquent – dans les pays touchés par un conflit comme dans les pays qui accueillent les personnes chassées par le conflit – que les systèmes de santé locaux n'aient pas la capacité d'identifier les besoins ou de fournir le soutien approprié pour y répondre. Dans la quasi-totalité des villes confrontées à un conflit, l'effondrement de l'économie locale ou l'augmentation de la demande de soins ont également un impact sur les services de santé mentale. Or, même dans les circonstances les plus favorables, ces services manquent généralement de ressources : les conflits ne font qu'aggraver le problème, les professionnels de santé figurant parmi les personnes contraintes de fuir les combats. Divers acteurs, étatiques ou non gouvernementaux, commencent à s'impliquer pour remédier au problème. Les organisations humanitaires – y compris le CICR et ses partenaires, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – s'efforcent d'accroître les services qu'ils offrent, mais il faut encore investir bien davantage dans ce domaine.

GRANDIR DANS L'OMBRE D'UNE CRISE

Les enfants sont particulièrement vulnérables, mais peu de services de counseling ou de thérapie sont là pour les aider à gérer leurs émotions ; de plus, tous les éléments d'une enfance normale – aller à l'école et jouer avec des camarades, par exemple – sont soit absents, soit fortement perturbés. « Ma fille de 11 ans et son jeune frère de 5 ans n'ont pas vraiment eu d'enfance », déclare un habitant d'Alep. « Tous deux ont vécu des épreuves terrifiantes. Hamodeh*, le garçon, souffre de crises de panique occasionnelles : il court se cacher chaque fois qu'il entend un bruit fort – même si ce n'est qu'une porte qui claque. »

** Nom fictif*

Plusieurs facteurs – manque de formation et de possibilités d'emploi, inaccessibilité des activités culturelles et récréatives telles que le sport, non-disponibilité d'un traitement pour les jeunes gens proches de l'âge adulte qui souffrent de troubles mentaux – se conjuguent et créent une pression psychologique qui peut se libérer, notamment, sous forme d'appartenance à un gang, de violence à caractère sexuel ou autre

forme de violence et, enfin, d'autres types de conduite illégale.

Les personnes confrontées à des pertes multiples ou à la disparition d'êtres chers endurent des tourments très particuliers. Maggie Andriotti, une habitante de Beyrouth, a perdu deux fils pendant la guerre civile du Liban : l'un a été tué par l'explosion d'une roquette, l'autre a succombé à une maladie curable (il est mort faute d'avoir pu arriver à temps dans un centre de soins à cause des combats dans leur quartier). Elle dit cependant que la douleur causée par la mort de ses deux fils n'est rien par rapport à l'angoisse de ne pas savoir ce qu'il est advenu de son troisième fils, porté disparu en 1978 pendant les combats à Beyrouth. Il n'avait que 16 ans.

« Les premiers temps, une mère dont un enfant vient de mourir ne peut trouver le sommeil, puis elle finit par pouvoir dormir la nuit », déclare-t-elle. « Je le sais, deux de mes enfants sont morts. Par contre, une mère qui ignore le sort de son enfant ne dormira plus jamais. Je le sais, l'un de mes enfants a disparu. »

Un homme et sa fille se tiennent devant des maisons détruites dans un quartier de Sanaa, au Yémen. Mai 2015.



T. Glass/CICR

Quelques améliorations apportées dans la vie quotidienne peuvent souvent procurer un réconfort émotionnel et psychologique, comme, par exemple, quand les proches reçoivent des réponses claires sur le sort d'un disparu ou quand certains besoins fondamentaux – abri, nourriture, eau propre ou soins de santé – sont satisfaits.

Abu Hani*, un marchand ambulant de la vieille ville de Homs, en Syrie, vivait déjà constamment dans l'angoisse, affrontant quotidiennement le même problème : se procurer de la nourriture dans une ville assiégée. Un jour, ses pires craintes se sont matérialisées : une roquette est tombée sur la maison où il vivait avec sa famille, tuant son épouse et leur plus jeune enfant.

Abu Hani a eu une jambe fracturée dans l'explosion et ne peut plus travailler. Aujourd'hui, non seulement il doit surmonter l'horreur de ce jour terrible et le chagrin causé par la perte de sa femme et de son bébé, mais il est seul pour s'occuper de ses trois filles. « Je ne travaille plus, nous dépendons donc des organismes de charité », déclare-t-il.

Tout cela exerce une pression psychologique considérable sur Abu Hani. Pourtant, le fait que ses filles puissent reprendre le chemin de l'école, par exemple, l'a aidé à retrouver un peu d'espoir. Souvent, de telles solutions ne sont possibles que lorsque les armes se sont tuées car, alors, les familles peuvent à nouveau se sentir en sécurité et chacun peut réellement commencer à rebâtir sa vie.

« Aujourd'hui encore, mes filles se réveillent pendant la nuit, apeurées. Elles demandent leur mère. Leur mère leur manque. Elle nous manque. Pourtant, je suis si heureux de voir que mes filles grandissent, vont à l'école. Leur vie reprend peu à peu. Deux de mes filles suivent des cours de théâtre. Il y a quelques jours, elles ont joué dans une pièce. Il y a beaucoup de changements dans leur vie. »

* Nom fictif



« Les premiers temps, une mère dont un enfant vient de mourir ne peut trouver le sommeil; puis elle finit par pouvoir dormir la nuit. Je le sais, deux de mes enfants sont morts. Par contre, une mère qui ignore le sort de son enfant ne dormira plus jamais. Je le sais, l'un de mes enfants a disparu. »

— Maggie Andriotti, tenant une photo de son fils porté disparu.

« JE N'OUBLIERAI PAS, JE NE POURRAI JAMAIS OUBLIER – MAIS J'ESSAIERAI DE PARDONNER »

La guerre civile du Liban, qui s'est essentiellement déroulée dans des villes, offre de nombreux enseignements sur le coût des conflits qui frappent des zones urbaines dont la population est dense et extrêmement diverse. Une leçon-clé : il faut reconstruire bien plus que les bâtiments pour redonner vie aux communautés urbaines.

« La guerre transforme la société, mais elle ne promeut ni le développement, ni le progrès. Les pays paient le prix : villes détruites, quartiers divisés, économie ruinée. Toute action menée pendant les combats a un coût... L'on ne peut pas parler d'optimisme immédiatement après une guerre, mais plutôt de la lourde addition qui doit être payée. Face aux conflits actuels en Syrie, en Irak ou au Yémen, il est crucial de tirer les enseignements des expériences passées, comme celle du Liban. »

— Entretien avec le professeur Fawwaz Traboulsi, historien, ancien dirigeant politique libanais et auteur de nombreux ouvrages sur la culture, la politique et l'histoire arabe, dont *A History of Modern Lebanon*.



Les bâtiments et même des quartiers entiers peuvent être reconstruits après un conflit. Par contre, le tissu social d'une ville, sa mémoire collective et le réseau de relations qui lui permettait de fonctionner risquent de ne jamais pouvoir être entièrement restaurés, car de nombreuses personnes ont quitté la ville, ou ont été tuées, et les relations entre les divers groupes ont changé.

La guerre civile du Liban, qui a duré 15 ans et a effectivement pris fin avec la signature d'un accord de paix en 1989, a provoqué d'importants dégâts dans de nombreuses zones habitées, notamment à Beyrouth. La guerre a également divisé et fracturé sa population diverse, d'une manière encore perceptible aujourd'hui. Quels enseignements le Liban peut-il nous offrir quant aux moyens d'atténuer les souffrances après un conflit, et d'aider à reconstruire des communautés urbaines déchirées par la guerre?

Ceux qui ont étudié le Liban d'après-guerre disent que pour réparer les fractures causées

par le conflit, il faut rétablir la cohésion sociale et reconstruire les communautés; ces efforts doivent être engagés rapidement, tout en sachant qu'ils risquent d'être sapés par des tensions – nouvelles ou non résolues – ainsi que par le climat de défiance et les effets à long terme, traumatisants, de la guerre.

Selon les experts, de tels efforts doivent aboutir à ce que les personnes qui ont fui aient le sentiment qu'elles peuvent rentrer en toute sécurité et qu'elles sont les bienvenues, quelles que soient leurs opinions politiques, leur classe sociale ou leur appartenance religieuse. Certaines institutions clés, telles que les services de l'éducation, peuvent contribuer à renforcer la cohésion sociale; elles risquent aussi, bien sûr, de perpétuer les divisions. La participation de la société civile et des communautés locales est également cruciale. La réintégration sociale des anciens combattants est une question à traiter au plus tôt.

L'EXPÉRIENCE LIBANAISE

À cause de sa durée et de son intensité, la guerre civile du Liban a eu un énorme impact sur l'économie nationale. Les infrastructures, la production agricole et la base industrielle du pays³² ont été fortement endommagées, et de nombreuses professions clés souffrent de

l'émigration de centaines de milliers de Libanais instruits et qualifiés³³.

Les chiffres relatifs aux personnes déplacées, blessées ou tuées varient beaucoup³⁴, mais nul ne conteste l'impact massif durable du conflit



sur les plans démographique, social et psychologique. La guerre a affecté tant les villes que les campagnes, mais Beyrouth a été l'un de ses principaux théâtres. La militarisation de la société et la prolifération de milices et de belligérants, ainsi que leur proximité par rapport aux zones ou communautés civiles – notamment dans les villes – sont des phénomènes très semblables à ceux que l'on peut observer aujourd'hui dans d'autres guerres urbaines du Moyen-Orient.

Même aujourd'hui, plus de 25 ans après la fin des combats, le Liban reste marqué par les violations commises par toutes les parties, les vies fauchées et les disparitions non élucidées, les dégâts causés aux infrastructures urbaines, le déclin de l'éducation inclusive et l'absence de mesures concrètes qui auraient permis de remédier aux profondes divisions de la société.

DÉSHUMANISER L'« AUTRE » ET EXACERBER LES DIVISIONS

L'une des similarités entre l'expérience libanaise et les conflits modernes – sans que cela se borne aux conflits urbains – réside dans la facilité avec laquelle les diverses parties en présence ont réussi à déshumaniser leurs adversaires en invoquant des motifs d'ordre idéologique, politique, ethnique ou religieux. Ce phénomène se remarque notamment dans les villes, dont la population est généralement bien plus hétérogène que celle des régions rurales, et où les communautés sont souvent mélangées et vivent à proximité étroite les unes des autres.

« Pendant la guerre du Liban, les parties ont utilisé des descriptions sectaires, ou la religion, en se dressant les unes contre les autres », explique Fawwaz Traboulsi. « Les communautés ont d'abord reçu des qualificatifs – on parlait alors des Palestiniens, des Sunnites, des Chiites ou encore des Druzes. L'individu est devenu le représentant d'un groupe, et le groupe pouvait ensuite être ramené à l'individu. Kidnappings, contre-kidnappings, assassinats se succédaient, des attaques à la voiture piégée avaient pour cible des civils, et non des objectifs militaires... Tous ces actes servaient à démoraliser les combattants ennemis, mais n'avaient pas vraiment d'intérêt sur le plan militaire. »

Pendant toute la période de la guerre du Liban, le déplacement de personnes a été étroitement lié à des actes de violence communautaire ; des groupes ont cherché à prendre le contrôle sur certaines zones géographiques, qu'ils s'efforçaient d'organiser en fonction de critères

sectaires ou confessionnels. Les zones étaient physiquement divisées, des checkpoints étaient mis en place et une taxe devait être payée pour y entrer : la division de la ville en Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest l'illustre bien. Ces divisions géographiques persistent pendant ces années d'après-guerre.

Des tendances similaires s'observent aujourd'hui dans d'autres régions du Moyen-Orient. Au Yémen, par exemple, les tensions entre groupes tribaux, et entre les groupes du nord et ceux du sud deviennent de plus en plus tenaces en raison de schémas de déplacement similaires. Avant la guerre, relève Fawwaz Traboulsi, un certain nombre de gens du nord du Yémen vivaient à Aden, dans le sud. Quand les violences ont éclaté, ces gens ont été pris pour cible, pour tenter de les contraindre à quitter le sud. Beaucoup sont retournés dans le nord, d'autres sont partis à l'étranger.

Le conflit au Yémen a mis fin à la coexistence entre divers groupes ainsi qu'à leur proximité physique ; les villes ont acquis de nouvelles identités à cause d'autres mouvements de population. Nombre de Yéménites qui vivaient dans les villes sont partis à la campagne, où il est encore possible de se procurer de la nourriture, grâce à l'agriculture ou par d'autres moyens. Le risque de famine croissant, les obstructions au passage des marchandises et le siège des villes sont autant de facteurs qui encouragent l'exode urbain. À l'inverse, beaucoup de ruraux ont quitté leur village à cause de la violence et ont trouvé refuge dans les villes. Voir la section sur les personnes déplacées, page 46.



B. Hubschmid/CICR

Comme l'expérience du Liban l'illustre de façon saisissante, la reconstruction devient bien plus difficile si l'on ne cherche pas à corriger de telles divisions géographiques aussitôt les combats terminés. Après la signature de l'accord de paix, ces « communautés fermées », sont seulement devenues plus fortement enracinées quand les dirigeants politiques ont accepté l'idée d'un relèvement séparé, explique Elizabeth Picard³⁵, auteure et éminente spécialiste du Moyen-Orient.

« Il s'agit là d'un processus dont le pays n'a jamais pu complètement se remettre », déclare-t-elle. « La priorité était de faire cesser les combats et d'accepter que chaque camp se regroupe sur son propre micro-territoire. Ils ont simplement "gelé" une situation au lieu de tenter d'y remédier. »

Les gens étaient encouragés à rester parmi ceux qui partageaient leurs convictions politiques et leur identité religieuse, plutôt que de recréer les quartiers à la population mélangée, caractéristiques des années d'avant-guerre. « Certes, au début, quelques tentatives ont eu lieu pour contrer cela, notamment de la part de jeunes activistes qui voulaient tirer les leçons de la guerre civile et aller de l'avant », ajoute

Elizabeth Picard. « Toutefois, les politiciens locaux et internationaux n'ont pas entendu leur appel, et la fenêtre d'opportunité s'est rapidement refermée. »

Se conjuguant avec le manque d'incitations politiques, les expériences traumatisantes de la guerre civile permettent d'expliquer que de nombreuses personnes ne soient pas retournées volontairement dans leur ville après la fin des hostilités. « Il existe plusieurs endroits vers lesquels les anciens habitants ne retourneront jamais », déclare George Kettaneh, l'actuel Secrétaire général de la Croix-Rouge libanaise, qui fut jeune secouriste pendant la guerre. « Ce n'est pas une question de temps ou de générations : ces gens ont décidé de rebâtir leur vie ailleurs. »

Les politiciens et la communauté internationale devraient tirer les enseignements de cet échec, le fait de n'avoir pas pris en compte les relations et la confiance, ni réussi à les rétablir. Les futures initiatives de réconciliation seront facilitées s'ils le font. Cela permettra aussi de faire en sorte que les personnes puissent retourner dans leurs lieux d'origine respectifs, si elles le souhaitent, quelles que soient leurs affiliations politiques ou croyances religieuses.

« Rebâtir une ville ne consiste pas uniquement à en reconstruire les bâtiments et les infrastructures », relève Elizabeth Picard, qui note également que les villes peuvent être reconstruites dans l'intention expresse de contribuer à réparer le tissu social. « De fait, l'aménagement urbain peut jouer un rôle fondamental dans la recomposition sociale de la ville. Au Liban, il n'y a pas eu réellement d'aménagement urbain après la guerre. La propriété foncière reflétait souvent les intérêts financiers des nantis, et la reconstruction a été réalisée de manière à conserver des quartiers homogènes et des communautés divisées mais sûres. »

Dans d'autres villes aujourd'hui en proie à la guerre, ces préoccupations n'ont pas un caractère théorique : la diversité qui faisait autrefois la force de la cité risque de se traduire rapidement en lignes de clivage. En Irak, la ville de Mossoul, par exemple, était connue pour sa diversité ethnique et religieuse, et son université était la deuxième du pays.

Depuis 2003, tout cela a beaucoup changé, et nombre de ceux qui composaient le riche tissu social de Mossoul ont quitté la ville. Sur

fond d'instabilité persistante dans le pays, les relations entre les divers groupes ethniques se sont progressivement tendues : la poursuite des violences dans différentes zones et la manière dont les hostilités sont conduites ont clairement fait payer un lourd tribut à la cohésion sociale.

Dany Merhy, coordonnateur terrain des activités du CICR à Erbil, en Irak, relève qu'un certain nombre de villes sont de plus en plus isolées et s'organisent en fonction de critères ethniques ou religieux. Il estime que la manière de conduire les opérations militaires actuelles à Mossoul, ainsi que les efforts engagés après la fin des combats, pourraient contribuer de manière cruciale à assurer la coexistence pacifique à l'avenir.

Dans certaines villes du Moyen-Orient, le conflit en cours et une situation sécuritaire chroniquement incertaine ont encouragé la création de nombreuses factions armées, qui, pour beaucoup, sont en désaccord entre elles mais se sont alliées pour combattre un ennemi commun. Cela soulève de graves questions quant à ce qui se passera lorsque le conflit dans son ensemble aura pris fin.

FAIRE APPEL AUX RESSOURCES LOCALES

Quelles que soient les solutions élaborées, il est capital d'écouter les groupes locaux qui œuvrent déjà en vue de stabiliser leur communauté, et de collaborer avec eux. Souvent, des initiatives et des mouvements à base locale émergent pour combler le vide créé par le non-fonctionnement des services publics. Dans les villes, ces groupes locaux sont les mieux placés pour comprendre les besoins des résidents et des quartiers.

Pendant la guerre du Liban, les membres de la société civile ont manifesté dans les rues de Beyrouth, plaidant pour la paix et réclamant le règlement politique du conflit. En Syrie, un phénomène social, moins visible mais capital, est apparu : l'émergence des *tansiqiyat*, des comités de coordination locaux qui jouent un

rôle citoyen plus stratégique en assurant des services et de l'aide aux communautés touchées par le conflit armé.

Les *tansiqiyat* sont extrêmement réactifs. Présents dans les zones contrôlées par l'opposition comme dans celles contrôlées par le gouvernement, ces comités contribuent à organiser l'assistance sur le plan local et à promouvoir la reconstruction. « Comme d'autres groupes à base communautaire, ces acteurs très entreprenants ont un rôle absolument décisif à jouer pour l'avenir de ces villes. Ils doivent être consultés et associés à l'action menée pour rebâtir les villes », insiste Elizabeth Picard. « À elles seules, les approches allant du sommet vers la base ne donneront pas de résultats. »

METTRE EN PLACE DES INSTITUTIONS INCLUSIVES : REBÂTIR L'ÉDUCATION

Les guerres récentes dans la région ont eu d'énormes effets négatifs sur l'éducation. D'une part, les attaques – ciblées ou indiscriminées – dont ont été victimes des établissements d'enseignement ont provoqué des dommages considérables et d'importantes pertes humaines, mettant à mal des ressources déjà limitées. La précarité des conditions de sécurité et la violence ont eu d'autres conséquences encore : absentéisme scolaire, déplacement des étudiants et des enseignants et, enfin, diminution des revenus (contraignant les familles à retirer leurs enfants de l'école).

Même pendant un conflit, le rétablissement des opportunités éducatives est un élément crucial, souvent cité par les communautés comme étant prioritaire, au même titre que la nourriture, la sécurité et les soins de santé. La guerre civile du Liban a provoqué une importante « fuite des cerveaux », une grande partie de l'élite éduquée ayant quitté le pays, même après que la guerre ait pris fin³⁶. Un phénomène d'émigration similaire est observé depuis des décennies en Irak et, plus récemment, en Syrie et au Yémen.

L'éducation a particulièrement souffert de la guerre en Syrie. C'est là un autre aspect des graves épreuves infligées à la jeunesse

syrienne, et l'une des raisons de l'émigration massive des jeunes gens. Avant la guerre, l'État fournissait 99% des fonds requis pour faire fonctionner le système éducatif. « Il y a aujourd'hui dans le pays toute une génération d'enfants qui sont soit non éduqués, soit peu éduqués », déclare Elizabeth Picard. « Cette question est extrêmement importante pour les jeunes générations de la Syrie ainsi que pour l'avenir du pays. Elle demande une attention urgente. »

Au-delà de leur importance pour l'avenir d'un pays, les services éducatifs jouent un rôle vital dans la mesure où ils sont communs aux diverses composantes de la société. Dans le passé, les universités libanaises accueillaient des étudiants de différentes religions, sectes et régions. « La guerre a changé tout cela », observe le professeur Traboulsi. « Le monde universitaire s'est divisé, des écoles et des universités ont été privatisées. Cela a exacerbé les divisions, au lieu de les faire disparaître. Après une guerre, les systèmes éducatifs devraient jouer un rôle en offrant des possibilités d'échanges et de rencontres. » Dans les villes à la population traditionnellement mélangée et diverse, un tel rôle est tout particulièrement important pour aller de l'avant et laisser les divisions derrière soi.

Quand les combats se terminent, où vont les combattants ? Autre question capitale que les autorités devraient aussi accepter de se poser : que faudrait-il faire pour réintégrer dans la société les individus impliqués jusqu'à il y a peu dans les combats ? Beaucoup d'entre eux ont pu vouloir rejoindre des groupes armés afin de défendre leur quartier et leur famille. D'autres, très jeunes, ont été contraints de grandir au milieu de la violence. Après la guerre civile du Liban, un grand nombre de combattants ont été intégrés dans l'armée nationale, mais la réhabilitation et la réintégration des combattants n'ont pas vraiment eu lieu.

« POURQUOI NE SERAIS-JE PAS ALLÉ ME BATTRE POUR PROTÉGER MA FAMILLE ET MOI-MÊME ? »

Avec ses propres mots

Ibrahim*, qui a combattu lors de la guerre civile du Liban

« J'avais 22 ans et j'étais en bonne santé. Pourquoi ne serais-je pas allé me battre pour protéger ma famille et moi-même ? Nous vivions près de Beyrouth. Tout d'un coup, le danger a été là, partout. Impossible de faire un pas sans penser que vous marchiez peut-être vers votre mort. Aller chercher du pain vous donnait l'impression d'accomplir une mission-suicide. Des écoles ? N'y pensez pas ! Tout change. Tout s'arrête. À part la mort et la misère : ces deux-là restent disponibles, et en abondance !

Ils vous disent que la guerre, c'est l'enfer. Puis, vous voyez mourir vos camarades, vous entendez dire qu'un de vos amis, encore un, est porté disparu. Comment pourriez-vous vous préparer à affronter cela ? C'est impossible. Je suppose qu'il y a des endroits où je n'aurais pas dû aller. Cela m'aurait évité de voir ce que j'ai vu. »

« Nous ne sommes pas des monstres, mais des humains. C'est tout aussi vrai pour nos adversaires. »

« Avant que la guerre éclate, personne n'aurait imaginé que nous nous retrouverions soudain en train de nous battre contre un autre groupe. La formation a commencé en même temps que la guerre. Plus vous aviez de galons, plus vous receviez de formation, car c'est vous qui donniez les ordres. J'ai été formé. Je savais ce qu'était une cible, et ce qui ne l'était pas. Écoles, ambulances, hôpitaux : évidemment, ne sont pas des cibles. Aussi disions-nous aux soldats de les éviter à tout prix. Vous savez, en situation de guerre, vous ne pouvez pas contrôler chaque officier, mais vous pouvez tenter de le faire. Il nous a fallu leur rappeler que nous ne sommes pas des monstres, mais des humains, et que c'est aussi vrai pour nos adversaires.

Personnellement, l'envie de pardonner m'a facilité les choses. Un jour, je me suis réveillé en me disant : « Je veux pardonner à tous ceux qui m'ont tiré dessus ; je n'oublierai pas, je ne pourrai jamais oublier, de toute façon, mais j'essaierai de leur pardonner et peut-être qu'ainsi je ferai tomber cette barrière que j'ai dressée entre nous ». »

* Nom fictif





- 1 Entre mai 2015 et juillet 2016.
- 2 En Syrie, en Irak et au Yémen, les décès liés aux conflits en cours ont représenté 47% du total global entre 2010 et 2015 (données jusqu'à fin 2014, en excluant 2015). Cette statistique repose sur des données communiquées par le Secrétariat de la Déclaration de Genève en 2015. Voir « Global Burden of Armed Violence 2015: Every Body Counts », Cambridge, Cambridge University Press.
- 3 Rapport de l'AOAV (*Action on Armed Violence*), 22 juin 2015, « Explosive States: Explosive Violence in Populated Areas in 2014 », en anglais sur <https://aoav.org.uk/2015/explosive-states-explosive-violence-populated-areas-2014>
- 4 HCR *Global Trends Report*, 2016, en anglais sur <http://www.unhcr.org/news/latest/2016/6/5763b65a4/global-forced-displacement-hits-record-high.html>, toutes les adresses Internet visitées en avril 2017.
- 5 Selon des données et des estimations disponibles début avril 2017, provenant de l'IDMC (<http://www.internal-displacement.org/database/>), du HCR (<http://www.refworld.org/>) et de l'UNRWA (<https://www.unrwa.org/>), quelque 17,4 millions de personnes seraient actuellement déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de leur pays (Irak, Syrie et Yémen).
- 6 Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php> (portail du HCR, données disponibles au 5 avril 2017).
- 7 Voir <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=yemen>. Le Yémen compterait 2,2 millions de déplacés internes (données préliminaires de l'IDMC pour 2016) sur une population totale évaluée à 27,5 millions de personnes.
- 8 Voir <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=iraq>. L'Irak compterait 3,3 millions de déplacés internes (données préliminaires de l'IDMC pour 2016) sur une population totale évaluée à 37,5 millions de personnes.
- 9 Dr Joanne LIU et Peter MAURER, « The airstrike on an Aleppo hospital is a wake-up call for the UN. It must act now », *The Guardian*, sur <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/apr/29/aleppo-hospital-airstrike-un-syria>
- 10 Derniers chiffres (au 1^{er} avril 2017) relatifs aux taux de pertes.
- 11 Conformément aux « Principes directeurs des Nations Unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays », y compris Titre V (Principes relatifs au retour, à la réinstallation et à la réintégration), articles 28, 29 et 30. Par exemple, le principe 28 stipule: 1. *C'est aux autorités compétentes qu'incombe en premier lieu le devoir et la responsabilité de créer des conditions propices au retour librement consenti, dans la sécurité et la dignité, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans leur foyer ou leur lieu de résidence habituel ou à leur réinstallation volontaire dans une autre partie du pays, ou de leur fournir les moyens nécessaires à cet effet. Lesdites autorités s'efforceront de faciliter la réintégration des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui sont retournées dans leur lieu d'origine ou qui ont été réinstallées.* 2. *Des efforts particuliers seront faits pour assurer la pleine participation des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la planification et à la gestion de leur retour ou réinstallation et de leur réintégration.* Voir sur <https://www.un.org/ruleoflaw/files/guiding-principles> (en anglais) et sur <http://www.unhcr.org/fr/protection/idps/4b163f436/principes-directeurs-relatifs-deplacement-personnes-linterieur-propre-pays.html> (en français).
- 12 Quelque 4,67 000 personnes selon le dernier recensement de la population du Yémen (en 2004). Voir (en anglais) <https://www.citypopulation.de/Yemen.html>. D'après certaines projections, la population pourrait avoir plus que triplé entre 2004 et l'éclatement du conflit.
- 13 Selon les chiffres de janvier 2017 publiés par le TPFM (Groupe de travail sur les mouvements de populations, codirigé par l'OIM et le HCR), le gouvernorat de Taïz est la première région de provenance des personnes déplacées par le conflit (547 000 personnes). 12^e rapport du TPFM (janvier 2017), en anglais sur <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/task-force-on-population-movement-12th-report-january-2017.pdf>
- 14 Selon les informations recueillies par le CICR.
- 15 Organisation mondiale de la santé (OMS), 6 novembre 2016, en anglais sur <http://www.emro.who.int/media/news/survey-reveals-extent-of-damage-to-yemens-health-system.html>
- 16 En dépit des exigences du DIH relatives au traitement des personnes décédées. Voir (en anglais) sur https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_cha_chapter35.
- 17 Porte-parole du Conseil provincial d'Anbar, 31 décembre 2015. Voir (en anglais) <http://www.aljazeera.com/news/2015/12/iraq-80-percent-ramadi-ruins-fighting-151231114030408.html>
- 18 Au 13 mars 2017, quelque 300 à 500 personnes avaient regagné le district de Ramadi, sur les plus de 500 000 personnes déplacées pendant la bataille pour le contrôle de la ville. Voir (en anglais) Organisation internationale pour les migrations (OIM), Iraq Mission Displacement Tracking Matrix (DTM), <http://iraqdtm.iom.int/ReturneeML.aspx> et [https://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Ramadi_\(2015%E2%80%99316\)#cite_note-bombs_laid-29](https://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Ramadi_(2015%E2%80%99316)#cite_note-bombs_laid-29).
- 19 Organisation internationale pour les migrations (OIM), Iraq Mission Displacement Tracking Matrix (DTM). En octobre 2016, environ

- 3,1 millions d'Irakiens auraient été déplacés à l'intérieur du pays. Voir (en anglais) <http://iraqdtm.iom.int/IDPsML.aspx>.
- 20 Selon les estimations, avant le début de l'offensive de l'armée irakienne sur Mossoul-Ouest, le 19 février 2017, la ville de Mossoul dans son ensemble comptait entre 1,2 et 1,5 million d'habitants et, à la mi-janvier 2017, après trois mois de combats, quelque 200 000 personnes seulement avaient quitté la ville et ses environs.
- 21 Organisation internationale pour les migrations (OIM), Iraq Mission Displacement Tracking Matrix (DTM), en anglais sur <http://iraqdtm.iom.int/> et <http://iraqdtm.iom.int/EmergencyTracking.aspx>.
- 22 Entre le 17 octobre 2016 et le 23 mars 2017, 350 000 habitants de Mossoul auraient quitté la ville, mais au 23 mars 2017, 76 000 de ces déplacés seraient déjà revenus. Voir (en anglais) <http://www.internal-displacement.org/assets/IDUs/20170330-idu-issue-13.pdf>.
- 23 Un siège a été imposé à de nombreuses villes – de Léninegrad aux Balkans (la ville de Sarajevo est restée en état de siège pendant près de quatre ans) – y inclus au cours de guerres récentes, mais l'on voit aujourd'hui de plus en plus de villes assiégées par différentes parties dans des conflits armés au Moyen-Orient. Ces sièges revêtent différentes formes (blocus total ou partiel), mais se prolongent pendant des mois voire des années, avec des conséquences souvent désastreuses pour la population civile.
- 24 Y compris les données préliminaires pour 2016 de l'IDMC (<http://www.internal-displacement.org/>) ainsi que les chiffres du HCR et de l'UNRWA disponibles pour ces pays au 9 avril 2017. Le chiffre total inclut 400 000 réfugiés palestiniens placés sous la protection de l'UNRWA dont le déplacement a été provoqué par la crise syrienne.
- 25 À savoir, l'Équipe de pays des Nations Unies pour l'Iraq, l'UNITAR, le maire de Ramadi et le ministère irakien de la Santé.
- 26 Le DIH protège tous les biens de caractère civil, et en particulier ceux qui sont indispensables à la survie de la population civile.
- 27 Pour un complément d'information sur ce sujet, voir « La guerre amplifie jusqu'au point de rupture le problème de l'eau au Proche et Moyen-Orient », communiqué de presse du CICR, mars 2015, sur <https://www.icrc.org/fr/document/la-guerre-amplifie-jusquau-point-de-rupture-le-probleme-de-leau-au-proche-et-moyen-orient>
- 28 Pour une analyse approfondie de cette question, voir le rapport intitulé « Urban services during protracted armed conflict: A call for a better approach to assisting affected people », CICR, octobre 2015, en anglais sur <https://www.icrc.org/en/document/urban-services-protracted-conflict-report>.
- 29 Pour en savoir plus, <https://www.icrc.org/en/document/explosive-weapons-populated-areas-use-effects> (en anglais) et <https://www.icrc.org/fr/document/emploi-darmes-explosives-en-zones-peuplees-fiche-dinformation> (en français).
- 30 CICR, XXXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, Suisse, 28 novembre-1^{er} décembre 2011, « Le droit international humanitaire et les défis posés par les conflits armés contemporains », document préparé par le Comité international de la Croix-Rouge, Genève, octobre 2011, page 48.
- 31 Communiqué de presse du CICR, 3 mars 2017, « Irak: le CICR condamne fermement l'utilisation d'armes chimiques à Mossoul », sur <https://www.icrc.org/fr/document/irak-le-cicr-condamne-fermement-utilisation-armes-chimiques-mossoul>.
- 32 Université américaine de Beyrouth, document intitulé « The rehabilitation and reconstruction of Lebanon », en anglais sur <http://ddc.aub.edu.lb/projects/pspa/kisirwani.html>
- 33 Même si ce phénomène n'est pas uniquement l'héritage de la guerre civile, un quart de la population libanaise (1,3 sur 5,2 millions d'habitants) vit encore à l'étranger aujourd'hui, et la moitié des jeunes ressortissants du pays s'expatrient après avoir obtenu leur diplôme de fin d'études.
- 34 Selon les estimations, quand la guerre a pris fin, le pays comptait jusqu'à un demi-million de déplacés internes; de 48 000 à 250 000 personnes auraient perdu la vie; de 600 000 à 900 000 personnes auraient fui le Liban pendant la guerre, mais beaucoup d'entre elles sont revenues dans le pays pendant ou après la guerre. En 2004, selon une déclaration du ministère libanais des Déplacés, quelque 68 000 personnes étaient encore déplacées dans le pays, mais d'autres agences estimaient que leur nombre était dix fois plus important.
- 35 Elizabeth Picard est directrice de recherche à l'*Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman*, Centre National de la Recherche scientifique (CNRS), à Aix-en-Provence, en France.
- 36 Voir le document intitulé « Decision to Emigrate Amongst the Youth in Lebanon », IZA Institute of Labor Economics, Discussion Paper Series IZA DP No. 10493, en anglais sur <http://ftp.iza.org/dp10493.pdf>.

Photo, pages 2-3:

Deux enfants jouent dans la vieille ville d'Alep. Janvier 2017.

Photo, pages 72-73:

Des jeunes gens à vélo sur la corniche de Beyrouth aujourd'hui.

MISSION

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.

 facebook.com/icrc
 twitter.com/icrc
 instagram.com/icrc



CICR

Comité international de la Croix-Rouge
19, avenue de la Paix
1202 Genève, Suisse
T +41 22 734 60 01
shop.icrc.org
© CICR, mai 2017